



 **ONU** 
FEMMES

**RAPPORT
ANNUEL**
2015-2016

ONU Femmes est l'organisation des Nations Unies consacrée à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes. Porte-drapeau mondial des femmes et des filles, ONU Femmes a été créée pour accélérer les progrès en faveur de l'amélioration de la condition des femmes et des filles et pour répondre à leurs besoins dans le monde entier.

ONU Femmes soutient les États membres des Nations Unies dans l'adoption de normes internationales pour réaliser l'égalité des sexes et travaille avec les gouvernements et la société civile à concevoir les lois, les politiques, les programmes et les services publics nécessaires à l'application de ces normes. ONU Femmes soutient la participation équitable des femmes à tous les aspects de la vie, se concentrant sur cinq domaines prioritaires : renforcer le leadership et la participation des femmes ; mettre fin à la violence contre les femmes ; faire participer les femmes à tous les aspects des processus de paix et de sécurité ; renforcer l'autonomisation économique des femmes ; et mettre l'égalité des sexes au cœur de la planification et de la budgétisation nationale. ONU Femmes coordonne et promeut en outre le travail réalisé par le système des Nations Unies pour faire progresser l'égalité des sexes.



ONU Femmes s'emploie à concrétiser la vision des Objectifs de développement durable en faveur des femmes et des filles aux quatre coins du monde.

SOMMAIRE

ONU FEMMES RAPPORT ANNUEL 2015-2016

Avant-propos : Avance rapide vers l'avenir que nous voulons	2
Accorder aux femmes une place centrale dans la transformation mondiale	4
Domaines prioritaires et résultats	
<i>Ouvrir la voie menant à la parité entre les sexes en politiques</i>	8
<i>Affirmer l'autonomisation des femmes pour stimuler les économies</i>	12
<i>Mettre fin à la violence à l'égard des femmes et des filles</i>	16
<i>Accélérer les processus de paix</i>	20
<i>Mobilisation de l'action humanitaire en faveur des femmes</i>	24
<i>Planification et budgétisation visant à réduire les disparités entre les sexes</i>	28
Fonds d'affectation spéciale	
<i>Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes</i>	32
<i>Fonds pour l'égalité des sexes</i>	34
À la tête des efforts de l'ONU en faveur de l'égalité	36
Forger des partenariats pour accélérer les résultats	40
États financiers 2015	44
ONU Femmes dans le monde	48
Nous contacter	49



AVANCE RAPIDE VERS L'AVENIR QUE NOUS VOULONS

AVANT-PROPOS DE LA DIRECTRICE EXÉCUTIVE

Ci-dessus : Au Cap en Afrique du Sud, la Directrice exécutive d'ONU Femmes, Mme Phumzile Mlambo-Ngcuka, rencontre des filles impliquées dans le programme Grassroots Soccer SKILLZ, qui a bénéficié du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes.

En 2015, ONU Femmes entrait dans sa cinquième année.

Alors que nous marquons cette étape-clé, les Nations Unies célébraient 70 ans de promotion des droits humains, et les gouvernements et la société civile évaluaient 15 années de mise en œuvre du Programme d'action de Beijing ainsi que la résolution du Conseil de sécurité 1325 sur les femmes, la paix et la sécurité. Sur la base de ces examens, nous nous sommes tournés vers l'avenir que nous voulons pour le monde avec l'Accord de Paris sur le changement climatique, et avons pu constater le pouvoir transformateur des femmes et des filles qui réside au cœur du Programme de développement durable pour 2030.

En 2016, la première année du nouveau Programme, nous avons fixé l'échéance à laquelle il devait être mis fin à l'inégalité des sexes, et nous avons décidé de diriger notre action sur les domaines d'impact permettant d'accélérer les progrès. Il s'agit en effet d'instaurer une égalité concrète et un changement transformateur d'ici 2030.

Nous savons que l'objectif ultime pour « les populations, la planète et la prospérité » se réalisera à l'échelle locale. Le rapport annuel de cette année illustre l'évolution de notre structure de bureaux de pays créatifs et animés d'un esprit d'entreprise. Il met en lumière notre rôle de coordination au sein des Nations Unies et le travail de programmation efficace que nous avons accompli l'an dernier dans 93 pays, depuis l'assistance que nous avons apportée pour rehausser le salaire des femmes grâce à des pratiques agricoles à l'épreuve du climat au Maroc jusqu'à la mobilisation des chefs religieux pour renforcer le leadership et la participation des femmes aux processus de paix, en passant par les collaborations que nous avons nouées avec des partenaires pour instaurer un cadre de travail complet en vue de prévenir la violence à l'égard des femmes et des filles. Avec l'appui soutenu et décisif de la société civile et un réseau de partenaires du secteur public et du secteur privé en expansion rapide, ONU Femmes est maintenant prête à étendre la portée de cet impact.

Au cours de la 60e réunion de la Commission de la condition de la femme, les États membres ont convenu des mesures nécessaires à prendre pour réaliser le Programme 2030 en faveur des femmes et des filles, et ont reconnu le rôle majeur d'ONU Femmes dans sa mise en œuvre. Nous nous y emploierons notamment en mettant en œuvre de vastes programmes phares multipartites que nous avons élaborés en 2015. Ces programmes évolutifs à fort impact qui visent à renforcer la voix des femmes et des filles et à éliminer ainsi les obstacles structurels à l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes sont conçus pour atteindre des résultats transformateurs de vie.

Nous nous efforçons également de surmonter les principaux obstacles structurels à l'égalité des sexes en ayant recours à de nouveaux instruments, comme le nouveau Panel de haut niveau du Secrétaire général sur l'autonomisation économique des femmes, en déterminant ce qui permettra d'encourager le plus efficacement possible la participation accrue des femmes sur le marché du travail et de renforcer leur productivité.

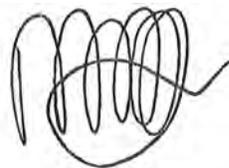
L'engagement collectif envers l'objectif du Programme 2030 de « ne laisser personne pour compte », qui s'inscrit dans la poursuite des 17 Objectifs de développement durable, a également été renforcé par les engagements individuels qu'ont pris les chefs d'État et de gouvernement lors de notre Réunion des leaders mondiaux sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes : un engagement pour l'action en 2015. À ce jour, 93 gouvernements se sont engagés à prendre des mesures concrètes en soutien aux principaux aspects des Objectifs de développement durable (ODD), en particulier l'ODD no 5. Ce faisant, ils se sont appuyés sur les conclusions nationales tirées des examens de 2015 et

Nous devons anticiper les progrès pour que, d'ici 2020, les populations les plus vulnérables et les plus marginalisées puissent déjà bénéficier de résultats mesurables, et pour pouvoir garantir, comme le promet le Programme 2030 de ne laisser personne pour compte.

sur les analyses des lacunes et des échecs qui entravent l'avancement des engagements en faveur d'un changement. Qui plus est, voulant s'assurer de l'avancement soutenu des progrès, ils se sont engagés à financer la poursuite de l'égalité des sexes conformément aux dispositions du Programme d'action d'Addis-Abeba, à travers des mesures et des investissements ciblés.

Ensemble, en collaboration étroite avec les États membres dans le cadre de la mise en œuvre nationale, nous créerons et développerons des moyens qui permettront aux femmes et aux filles d'agir en qualité de trouveuses de solution, d'artisans de la paix et d'agentes du changement pour renforcer la résilience des communautés. Il est de plus en plus urgent que les femmes et les filles soient impliquées dans l'élaboration de solutions, compte tenu des contraintes et des défis que présentent l'extrémisme violent, le changement climatique et les déplacements massifs de populations auxquels nous sommes confrontés.

ONU Femmes continuera à promouvoir une mise en œuvre rapide et efficace du Programme 2030, une hausse des investissements dans le cadre d'une budgétisation sensible au genre, la collecte de données de qualité ventilées par sexe et un renforcement des partenariats avec la société civile, le monde des affaires, les médias, les universités, les hommes et les garçons, et les jeunes. Nous devons anticiper les progrès pour que, d'ici 2020, les populations les plus vulnérables et les plus marginalisées puissent déjà bénéficier de résultats mesurables, et pour pouvoir garantir, comme le promet le Programme 2030 de ne laisser personne pour compte.



Dr. Phumzile Mlambo-Ngcuka
*Secrétaire générale adjointe de l'ONU
et Directrice exécutive*

ACCORDER AUX FEMMES UNE PLACE CENTRALE DANS LA TRANSFORMATION MONDIALE

Photo : Le président du Kenya, M. Uhuru Kenyatta, la Directrice exécutive d'ONU Femmes, Mme Phumzile Mlambo-Ngcuka, et le président de la Chine, M. Xi Jinping, à l'occasion de la réunion des leaders mondiaux. Lors de l'événement, 72 cheffes et chefs d'État et de gouvernement, vice-présidents et vice-premiers ministres ont répondu à l'appel d'ONU Femmes à la prise d'engagements concrets en faveur de la campagne « Franchissons le pas pour l'égalité des sexes ».



Les négociations mondiales entre les gouvernements débouchent sur des engagements qui rehaussent les normes et accélèrent les mesures prises aux niveaux national et international en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et des filles. ONU Femmes présente des éléments factuels et mène des campagnes de plaidoyer pour placer les droits et les besoins des femmes au centre de ces processus. Nous rassemblons les partenaires issus de gouvernements, de la société civile, du système des Nations Unies et des universités ; apportons une expertise et des analyses ; et soulignons les bonnes pratiques des différents pays et régions. En 2015, nos efforts ont permis de promouvoir l'adoption à l'échelle mondiale d'une série d'accords emblématiques prévoyant des dispositions novatrices en matière d'autonomisation des femmes et d'aboutir à un consensus en faveur de l'intensification de l'action pour parvenir à l'égalité des sexes d'ici 2030.

UN PROGRAMME POUR L'ÉGALITÉ DES SEXES D'ICI 2030

Approuvé par tous les États membres des Nations Unies en 2015, « Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 » est le premier accord mondial sur le développement durable à prévoir des objectifs pour tous les pays, en développement ou développés. Il a pour ambition de donner au développement une nouvelle orientation pour défendre les droits des personnes et répondre à leurs besoins, tout en respectant notre planète.

Le Programme revêt un aspect particulièrement important : il reconnaît que la concrétisation de sa vision transformationnelle passe impérativement par l'égalité des sexes. Ses 17 Objectifs de développement durable (ODD) comprennent un objectif distinct sur la réalisation de l'égalité des sexes et de l'autonomisation de toutes les femmes et les filles (ODD n° 5) ainsi qu'un deuxième objectif portant sur la réduction des inégalités au sein des pays et entre eux. Les cibles prévues dans le cadre de l'objectif sur l'égalité des sexes orientent les pays pour mettre fin à toutes les formes de discrimination et de violence et pour garantir que les femmes, et ce dans tous les domaines, puissent faire en-

tendre leur voix, faire des choix, accéder à des opportunités et à des ressources, entre autres dispositions, sur un pied d'égalité. Onze autres objectifs — portant sur des sujets aussi variés que l'élimination de la pauvreté et l'emploi, la santé, l'eau et l'assainissement, des sociétés justes et des villes durables — prévoient des cibles explicitement liées à la réalisation de l'égalité des sexes.

ONU Femmes n'a cessé de plaider en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes à toutes les étapes du processus, ce qui a conduit à l'adoption du Programme 2030, venant par là appuyer les aspirations des États membres. Nous nous sommes toutes et tous engagés avec les gouvernements et d'autres organisations des Nations Unies à parvenir à un consensus rapide sur l'objectif relatif à l'égalité des sexes, nous avons travaillé en collaboration étroite avec les groupes de femmes et la société civile, et nous avons sollicité un soutien étendu de la part des médias et du public. Nous avons lancé un appel à une reconnaissance mondiale — aujourd'hui affirmée par les États membres dans le Programme 2030 — du fait que l'égalité des sexes est un accomplissement qu'il est possible de réaliser au cours des 15 prochaines années.

Suite à l'adoption du Programme, la Commission de statistique de l'ONU a convenu d'un ensemble fiable de 230 indicateurs uniques pour mener un suivi des progrès réalisés dans l'atteinte des ODD. ONU Femmes a assumé des fonctions de rassemblement, en œuvrant avec d'autres agences des Nations Unies et en consultant des organisations de la société civile en faveur des droits des femmes dans le monde dans le but d'identifier des indicateurs reflétant les ambitions des objectifs. Un quart des indicateurs portent sur l'égalité des sexes, couvrant des questions essentielles comme les tâches familiales et les travaux domestiques non rémunérés, la santé sexuelle et procréative et les droits en matière de procréation, la propriété foncière et les écarts de salaires entre les sexes.

Dans le cadre des premières activités poursuivies pour établir des systèmes régionaux et sous-régionaux visant à mener un suivi des ODD, ONU Femmes s'est déjà associée aux pays des Caraïbes pour élaborer et déployer le modèle d'indicateurs sur l'égalité des sexes de la Communauté des Caraïbes (CARICOM). Ce modèle permettra de combler les lacunes dans la collecte de données ventilées par sexe, de mesurer et d'orienter les progrès constants accomplis en matière de santé, d'éducation, de leadership, de possibilités économiques et de droits humains.

UNE RÉUNION HISTORIQUE DE LEADERS MONDIAUX

Ne disposant plus que d'un seul jour avant l'adoption officielle du Programme 2030, ONU Femmes a su saisir l'élan impulsé pour en promouvoir la mise en œuvre. À l'occasion de

CHIFFRES DE LA RÉUNION DE LEADERS MONDIAUX SUR L'ÉGALITÉ DES SEXES ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES

76

64 cheffes et chefs d'État et de gouvernement, 8 vice-présidents et vice-premiers ministres et les dirigeants de 4 organisations régionales ont pris des engagements

Au milieu de l'année 2016,

93 pays

avaient pris l'engagement de franchir le pas pour l'égalité des sexes

Le hashtag #Planet5050 a été utilisé dans 42 000 tweets par 19 000 utilisatrices/utilisateurs différents et a atteint

76 millions

d'utilisatrices/utilisateurs individuels

700

coupures de presse

couvrant

80 pays

provenant des plus grands groupes de presse internationale, régionale et nationale

Tous les engagements ainsi que des informations supplémentaires sur la campagne « Franchissons le pas pour l'égalité des sexes ! » figurent sur le site : <http://www.unwomen.org/fr/get-involved/step-it-up>



la fin des célébrations du 20^e anniversaire de la quatrième Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes qui s'est tenue à Beijing et du lancement du Programme, nous avons exercé notre pouvoir mobilisateur mondial pour organiser la toute première réunion de cheffes et chefs d'État et de gouvernement sur l'égalité des sexes. L'attrait suscité par la réunion historique des leaders mondiaux sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes était impressionnant, rassemblant plus de 70 dirigeantes et dirigeants mondiaux aux Nations Unies autour d'un objectif de taille : s'engager à éliminer les disparités dans l'égalité des sexes.

Tour à tour, chaque dirigeante et dirigeant est monté sur le podium pour annoncer des actions et engagements dans son pays et à l'échelle mondiale en faveur de l'égalité des sexes d'ici 2030, à travers la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing et du Programme 2030. Les nouvelles concernant l'événement historique ont été médiatisées dans le monde entier, atteignant 76 millions de personnes par le biais des médias sociaux, en publiant 700 articles dans 80 pays et par des plus grands groupes de presse internationale.

L'initiative politique audacieuse de la réunion des leaders mondiaux a rapidement attiré l'attention. À ce jour, 93 pays ont annoncé des engagements concrets en faveur de l'égalité des sexes.

ACCORDS SUR LE FINANCEMENT ET LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

En 2015, la Troisième Conférence internationale sur le financement pour le développement a défini le rythme et

*Ci-dessus : L'Accord de Paris sur le changement climatique accorde une place prépondérante à l'autonomisation des femmes. Des femmes comme Mme Salote Tubuna aux îles Fidji, dont la maison a été détruite par le cyclone Pam, ont pu bénéficier de l'appui d'ONU Femmes.
Photo : ONU Femmes/Murray Lloyd*

les paramètres des dépenses consacrées au développement au profit de la prochaine génération. Le Programme d'action d'Addis-Abeba, présenté lors de la Conférence, s'engage à s'appuyer sur toutes les ressources de financement — nationales et internationales, publiques et privées — pour atteindre les aspirations ambitieuses des ODD.

Comme l'a demandé ONU Femmes, le Programme réaffirme expressément que l'égalité des sexes, l'autonomisation de toutes les femmes et filles et la pleine réalisation de leurs droits humains sont essentielles pour parvenir au développement durable. Il réitère l'appel à canaliser en priorité les investissements dans l'égalité des sexes dans le prisme complet des politiques : financières, économiques, sociales et environnementales. Le Programme met en avant la participation et le leadership des femmes dans les prises de décisions économiques, et appelle également à l'élimination des actes de violence et de discrimination basées sur le genre.

L'Accord 2015 de Paris a amorcé un changement mondial décisif dans sa réponse face au changement climatique. Il définit un plan d'action interplanétaire visant à limiter le réchauffement climatique et ses conséquences graves. ONU Femmes a appelé à prendre des mesures contre le réchauffement climatique qui tiennent compte des questions de

genre dans tous les domaines, comme l'atténuation des émissions, l'adaptation et le transfert de technologies ainsi que le financement de la lutte contre le changement climatique. L'accord définitif comprend une référence essentielle à l'intégration des droits humains, de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes dans toutes les mesures prises à l'avenir pour son exécution.

COMMISSION DE LA CONDITION DE LA FEMME

Poursuivant l'élan du Programme 2030 lors de la 60e session de la Commission de la condition de la femme (CSW) des Nations Unies, les États membres se sont engagés à le mettre en œuvre en tenant compte des questions de genre, notamment grâce à un renforcement des lois, des politiques et des institutions, une fiabilité accrue des données, un renforcement des financements, un leadership et une participation complets et effectifs des femmes. La Commission a également souligné le rôle central d'ONU Femmes dans ses activités d'appui aux États membres, de coordination du système des Nations Unies et de mobilisation des organisations de la société civile, du secteur privé et d'autres partenaires pour la mise en œuvre complète, efficace et accélérée du Programme d'action de Beijing et du Programme 2030. L'une des plus importantes sessions de la Commission a rassemblé plus de 80 délégations gouvernementales menées par des ministres et environ 4 100 représentantes et représentants non gouvernementaux de plus de 540 organisations.

SOMMET MONDIAL DE L'AIDE HUMANITAIRE

Lors du premier Sommet mondial de l'aide humanitaire en 2016, les gouvernements et d'autres actrices et acteurs se sont concertés sur la manière de faire face à l'augmentation des crises humanitaires dans le monde. Participant activement à l'ensemble des préparatifs de la réunion, ONU Femmes a organisé l'un des principaux événements du Sommet. Dans le cadre de notre table ronde ministérielle sur les femmes et les filles confrontées à des situations de crise humanitaire, nous avons exhorté les dirigeantes et dirigeants mondiaux à s'engager à prendre les mesures nécessaires pour conférer une dimension de genre à l'intervention humanitaire conformément aux accords internationaux, y compris : impliquer les femmes en tant que dirigeantes dans les interventions humanitaires ; protéger les femmes et les filles contre les actes de violence basée sur le genre ; et promouvoir l'accès à des services de santé sexuelle et procréative. Les engagements pris reflètent l'appel pressant que nous avons lancé pour que non seulement toutes les formes d'action humanitaire répondent aux besoins des femmes, mais qu'elles préservent aussi leurs droits — ce qui représente un changement d'orientation de l'accent actuellement placé sur la protection en faveur de l'autonomisation et l'égalité des chances.

VOIX DES GOUVERNEMENTS PARTENAIRES

« Permettez-moi de souligner le rôle essentiel que remplit ONU Femmes dans la facilitation de l'échange des meilleures pratiques qui pourraient nous aider à tirer des enseignements de nos accomplissements respectifs et à promouvoir collectivement la progression des droits des femmes ». *- Déclaration du Brésil*

« ONU Femmes s'est employée activement à organiser les activités commémoratives de « Beijing+20 » (...) et à promouvoir l'intégration de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes dans le programme de développement pour l'après-2015 (...). Ces efforts ont abouti à des résultats positifs, pour lesquels la Chine souhaite exprimer sa reconnaissance ».

- Déclaration de la Chine

« Nous remercions vivement ONU Femmes pour les efforts qu'elle a déployés : les programmes [en Égypte] fonctionnent très bien, sont très pertinents et très efficaces, et sont placés sous le contrôle du pays qui les assume pleinement. (...) ». *- Déclaration de l'Égypte*

« L'un des principaux résultats [du travail intergouvernemental mené par ONU Femmes] est le soutien affirmé d'une seule voix par l'Afrique en faveur d'un objectif distinct sur l'égalité des sexes dans le programme pour l'après-2015 ». *- Déclaration du Kenya*

« Malgré des ressources financières limitées, ONU Femmes s'est établie en tant qu'acteur majeur dans la progression de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, aux niveaux mondial, régional et national. Il s'agit là d'un accomplissement d'une importance exceptionnelle ». *- Déclaration de la Norvège*

Déclarations prononcées le 30 juin 2015 lors de la session annuelle du Conseil d'administration d'ONU Femmes



OUVRIR LA VOIE MENANT À LA PARITÉ ENTRE LES SEXES EN POLITIQUE

Une première en Moldavie : Mme Laura Bosnea est l'une des deux femmes roms à avoir été élues au poste de conseillère municipale dans la ville de Rascani après avoir suivi une formation soutenue par ONU Femmes.

En tant que cheffes d'État et directrices générales d'entreprises, parlementaires, fonctionnaires et responsables d'organisations de la société civile, les femmes ont accédé à des postes de direction de haut niveau dans le monde entier, changeant ainsi les mécanismes de prise de décisions. Toutefois, l'équilibre entre les sexes dans les postes de direction demeure une question complexe : seulement 1 parlementaire sur 5 dans le monde est une femme.

ONU Femmes défend ardemment la réalisation de la parité d'ici 2030 à tous les niveaux de la vie politique, économique et publique et conformément aux engagements affirmés dans les ODD. Nous faisons de l'égalité une réalité à l'échelle mondiale en soutenant les constitutions, les lois et les politiques qui garantissent aux femmes des possibilités de diriger, notamment par le biais de mesures temporaires spéciales. Nous aidons les parties prenantes nationales à gérer l'organisation d'élections intégrant la notion de sexospécificité, qu'il s'agisse de garantir l'accès de toutes les femmes aux urnes ou de protéger les candidates contre la violence électorale. Par l'acquisition de nouvelles compétences en leadership, les femmes qui siègent aux parlements ou mènent des activités dans la société civile ou ailleurs possèdent les compétences nécessaires pour assurer une promotion hautement efficace du changement.

LES FEMMES ROMS MARQUENT L'HISTOIRE

Au cours des 25 années qui se sont écoulées depuis l'accession à l'indépendance, pas une seule femme rom ne s'est portée candidate à des élections en **RÉPUBLIQUE DE MOLDAVIE**, jusqu'au tournant de l'histoire en 2015. Deux femmes roms ont obtenu des sièges lors des élections locales, et un nombre record de sept femmes se sont portées candidates. Mme Laura Bosnea, une jeune femme de 28 ans, fait partie des candidates qui ont été élues. Au départ, lorsqu'elle a décidé de se porter candidate, les dirigeants du parti politique local lui ont conseillé de ne même pas essayer de se présenter, déclarant que les femmes sont faites pour rester à la maison avec leurs enfants ou pour travailler au bazar plutôt que de faire de la politique. Comme s'il ne suffisait pas que la communauté des Roms soient marginalisée, les femmes roms font également face à une discrimination basée sur le genre profondément ancrée.

Mais Mme Bosnea, qui avait abandonné l'école de droit très peu de temps après s'être mariée, avait d'autres ambitions. Assumant déjà les fonctions de dirigeante communautaire, elle s'est rendue à un programme de formation préélectoral soutenu par ONU Femmes pour y acquérir des compétences liées à la prise de parole en public, à la levée de fonds et à la gestion de l'image. « Je pensais qu'il serait difficile de me porter candidate... », a-t-elle déclaré. « Mais, avec les encouragements du programme, ça a été bien plus facile que je ne l'avais imaginé. »

Mme Bosnea et Mme Varvara Dumnica, une autre nouvelle conseillère municipale de 54 ans, font preuve d'un grand enthousiasme au sujet des accomplissements qu'elles peuvent réaliser au cours de leur mandat respectif de quatre ans. Elles cherchent à améliorer l'éducation des jeunes et à faire en sorte que les populations puissent vivre décemment. Elles entendent aussi saisir toutes les occasions qui s'offrent à elles pour sensibiliser le public à l'égalité des sexes et faire tout leur possible pour que davantage de

femmes occupent des fonctions de décideuses afin d'améliorer la vie de tous les Moldaves.

UNE RÉGION S'ENGAGE À INSTAURER LA PARITÉ ENTRE LES SEXES

Le parlement pour **L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES**, appelé le PARLATINO, a lancé sa région sur la voie de la « démocratie paritaire ». Après trois années de campagnes de plaidoyer et de prestations de services d'expertes et experts menées par ONU Femmes, en novembre 2015, l'assemblée, représentant 20 pays et trois territoires, a ébauché et approuvé une nouvelle disposition régionale visant à orienter les parlements nationaux en matière d'instauration de l'égalité et de la parité entre les sexes dans les prises de décisions. La résolution définit un nouveau modèle d'État inclusif visant à mettre fin à toutes les formes d'inégalités et d'exclusion. Par exemple, elle demande aux pays d'éliminer les préjugés basés sur le genre dans leur législation, de prévoir des ressources permettant de réduire les disparités entre les sexes et de s'assurer d'une représentation équitable des femmes et des hommes aux parlements ainsi que dans le judiciaire et l'exécutif.

Le **MEXIQUE** a déjà pris certaines mesures en faveur de la parité entre les sexes, ayant appliqué pour la première fois lors des élections de 2015 une disposition constitutionnelle imposant la parité parmi les candidats au Congrès. ONU Femmes a mobilisé des groupes de femmes dans l'ensemble de la nation afin de promouvoir la mise en vigueur intégrale de cette disposition, et a également publié des notes d'information en soutien aux décisions de la Cour électorale et de la Cour suprême visant à faire respecter la nouvelle loi. Cet effort a permis de créer de nouveaux précédents juridiques d'une grande portée et d'investir un nombre record de femmes — 42 pour cent au Congrès national et 43 pour cent dans 17 congrès locaux.



8 réformes constitutionnelles tenant compte des questions de genre ont eu lieu, et 32 nouvelles lois ont été adoptées rien qu'en 2015

15 nouveaux comités sur l'égalité des sexes aux parlements ont été créés dans des pays où ONU Femmes mène ses activités*

* Les données portent sur les résultats obtenus en collaboration avec des partenaires au cours de la période 2014-2015.

INNOVATION LORS DES ÉLECTIONS

Depuis 2011, ONU Femmes soutient la mise en place de « salles de gestion de crise » pour les femmes en Afrique en collaboration avec divers partenaires, dont le Centre international Angie Brooks. La salle de gestion de crise pour les femmes est une initiative de mobilisation totale des citoyennes et citoyens axée sur le rôle des femmes et des jeunes dans le maintien de la paix et du caractère participatif des élections. En 2015, les 40 jeunes travaillant dans la salle de gestion de crise pour les femmes au **NIGERIA** ont répondu à plus de 2 700 appels du public en deux jours. Par ailleurs, 300 femmes déployées dans 10 États ont signalé près de 5 000 incidents d'émeutes, de violence basée sur le genre et de plaintes liées aux élections. Huit dirigeantes bien connues dans leur pays ont servi de médiatrices en sollicitant l'intervention des dirigeants politiques et du personnel de sécurité. Des fonctionnaires de police et de la commission électorale ont été postés dans la salle de gestion de crise pour les femmes pour résoudre immédiatement une grande partie des problèmes qui se présentent.

Au **MYANMAR**, la poursuite de la transition politique entamée en 2011 a permis d'incorporer l'égalité des sexes dans les nouveaux processus et institutions démocratiques, y compris lors des élections. Le soutien continu



Au Myanmar, ONU Femmes œuvre à incorporer l'égalité des sexes dans les nouveaux processus et institutions démocratiques, y compris lors des élections.

d'ONU Femmes en faveur de la participation des femmes au processus de paix, renforcé par les formations approfondies dispensées aux dirigeantes, a débouché sur un accord de cessez-le-feu à l'échelle nationale en octobre 2015, qui prévoyait des engagements explicites envers la non-discrimination et l'inclusion des femmes dans le dialogue politique. Un cadre de dialogue politique reflétant ces principes a été mis en place par la suite, définissant une participation minimale de 30 pour cent des femmes aux négociations en cours pour façonner l'avenir de cette démocratie

naissante. Dans le cadre des élections de 2015, ONU Femmes s'est adressée à divers groupes, y compris des moines bouddhistes influents de l'État Môn, en vue de promouvoir l'élection d'un plus grand nombre de femmes. Les moines ont alors encouragé les populations des communautés environnantes à envisager de voter pour des candidates et — en tant que conseillers respectés — ils ont également appelé les partis politiques à intégrer plus de femmes dans leurs rangs.

LES PROGRAMMES PHARES D'ONU FEMME



LEADERSHIP ET PARTICIPATION DES FEMMES À LA VIE POLITIQUE

PROMOUVOIR L'AUTONOMISATION POLITIQUE ET LE LEADERSHIP DES FEMMES



ACCÈS DES FEMMES À LA JUSTICE



OÙ JE ME TIENS



« J'avais peur de devenir candidate [dans le département de Nariño, en Colombie], malgré mes nombreuses années

d'expérience comme avocate. La peur vous paralyse. La crainte que les conseillers élèvent la voix, la peur de ne pas être à la hauteur et de se trouver dans des endroits réservés aux hommes. Davantage est exigé de nous et notre nombre est réduit, parce que moins d'opportunités se présentent à nous. Vous pouvez sentir le poids du machisme — je le sens !

Le projet d'ONU Femmes nous a donné un aperçu des réalités de la participation des femmes à la vie politique locale, à travers des chiffres et des statistiques, en mettant en lumière les raisons pour lesquelles des femmes ne sont pas présentes à l'Assemblée, pourquoi il n'y en a qu'une seule au Conseil municipal de Pasto et aucune dans un certain nombre de municipalités du département [État], et enfin pourquoi nous n'avons qu'une seule sénatrice et une seule représentante au parlement. Les différentes causes socioéconomiques : la crainte et ce sens enraciné de responsabilité absolue pour le ménage, comme si nous n'avions pas de partenaires. Ce sont toutes des idées préconçues qui peuvent être battues en brèche !

J'ai été candidate à l'élection, et j'ai été élue ! Le processus a été un réel succès dans le Nariño, avec sept femmes élues au Conseil municipal. Nous n'avons pas réussi à en faire élire dans l'Assemblée provinciale, mais nous devons maintenant tenter de nous faire élire au Sénat aussi, pour renforcer les rangs des dirigeantes qui s'y trouvent. Les autorités locales devraient soutenir ce processus dans leurs plans de développement, en prévoyant de la place pour la participation féminine. La loi devrait être changée — c'est la proportion de femmes élues qui devrait être de 30 pour cent, et non pas la proportion des candidats de sexe féminin figurant dans les listes électorales. Autrement, la situation ne changera pas. Les connaissances et la liberté d'expression nous aideront à rompre la tendance chauviniste si puissante dans notre pays. »

LUCÍA DEL SOCORRO BASANTE



Photo fournie avec l'aimable autorisation de Lucía del Socorro Basante

« J'ai été candidate à l'élection, et j'ai été élue ! Le processus a été un réel succès ... avec sept femmes élues au Conseil municipal ».

Lucía del Socorro Basante, âgée de 60 ans, est une femme de loi, l'unique conseillère municipale à Pasto, dans le département de Nariño, en Colombie. Elle a été élue en octobre 2015, juste après avoir obtenu le diplôme en leadership politique dans une perspective de genre, dont le cursus a été élaboré par ONU Femmes et qui a été remis à 143 personnes, essentiellement des femmes, dans les municipalités de Pasto, d'Ipiales et de Tumaco. Son travail cadre avec l'Objectif de développement durable n° 5, qui vise à garantir la participation pleine et effective des femmes et l'égalité des possibilités de leadership à tous les niveaux de la prise de décision dans la vie politique, économique et publique.



AFFIRMER L'AUTONOMISATION DES FEMMES POUR STIMULER LES ÉCONOMIES

Ci-dessus : Au Maroc, ONU Femmes aide les femmes à faire face aux effets du changement climatique qui menacent leurs moyens de subsistance. Nous soutenons les groupes d'intérêt économique comme l'Association Annama, dont les membres cultivent des plantes médicinales et aromatiques à Errachidia.

Les femmes apportent leurs contributions aux économies, depuis l'économie locale à l'économie mondiale, qui représentent plusieurs milliers de milliards de dollars. Malgré cela, la surreprésentation des femmes occupant des emplois mal rémunérés et vulnérables dans l'ensemble des régions persiste. Au rythme actuel, il faudra encore 70 ans pour combler l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes. Par ailleurs, les femmes disposent de possibilités d'autant plus limitées qu'elles assument le plus gros des tâches familiales non rémunérées.

Grâce à l'autonomisation économique, les femmes peuvent surmonter ces obstacles. ONU Femmes s'attache particulièrement à atteindre et soutenir les femmes les plus pauvres et les plus marginalisées — dont beaucoup sont de plus en plus confrontées à l'émergence de difficultés comme le changement climatique et la migration. Nous soutenons les lois et les politiques qui améliorent les possibilités économiques des femmes et qui promeuvent un accès équitable aux services renforçant leurs moyens de subsistance, comme l'eau, l'énergie, le transport et les technologies vertes. Pour définir le cadre approprié permettant d'avancer, ONU Femmes appelle à la formulation de politiques économiques et de stratégies d'élimination de la pauvreté qui font de l'égalité des sexes un objectif central.

ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Les déserts déjà arides du **MAROC** sont soumis à la pression croissante des changements climatiques. Pour les femmes qui vivent dans les oasis de la province du sud-est d'Errachidia, la désertification compromet sérieusement leurs perspectives en matière de revenus. ONU Femmes aide ces femmes à trouver des recours leur permettant de faire face à ce risque qui pèse sur leurs moyens de subsistance. Beaucoup cultivent aujourd'hui des plantes médicinales et aromatiques qui nécessitent peu d'eau et qui non seulement peuvent survivre dans des conditions de plus en plus difficiles mais aussi rapporter un profit supérieur aux cultures plus traditionnelles. Une adaptation de cette nature permet également d'entretenir les oasis et d'assurer leur résistance à l'aridité du désert.

La création de groupes d'intérêt économique a permis de rassembler les femmes pour gérer leurs activités de production et de marketing en s'appuyant sur leurs atouts collectifs. Par exemple, l'association Annama a démarré avec quelques semences sur une parcelle d'un hectare et, qui plus est, elle a décidé d'utiliser un système de micro-irrigation alimenté par une pompe solaire écologique.

Les revenus des membres de l'association — dont beaucoup sont analphabètes et n'auraient jamais imaginé pouvoir bénéficier un jour d'une telle possibilité — ont rapidement augmenté, si bien que les membres ont pu ouvrir des comptes bancaires et se tourner vers des objectifs plus ambitieux. Après seulement deux années d'exploitation, l'association a acheté un deuxième hectare, et elle envisage d'acquérir plus de terrain pour augmenter sa production. « Les femmes travaillent dur parce qu'elles luttent pour accéder à une vie plus digne », indique la présidente de l'association, Mme Massaoudi Lkbire.

SOUTIEN DU DROIT À UNE MIGRATION SANS DANGER

Au **MEXIQUE**, malgré l'important flux de personnes migrantes vers le nord, nombreux sont les migrantes et migrants qui arrivent également par sa frontière méridionale, fuyant généralement la rigueur et les conflits des régions d'Amérique centrale. Plus de la moitié de ces migrants sont des femmes et, bien qu'elles soient venues chercher la sécurité, souvent elles se retrouvent au contraire dans des situations dangereuses, comme face à des trafiquants du sexe ou dans des emplois à hauts risques et marginaux. ONU Femmes dirige une initiative majeure visant à sensibiliser le public à la cause de ces femmes. Nous militons pour une migration sans danger qui tient totalement compte des droits humains des femmes.

ONU Femmes a publié maintes nouvelles études et données en soutien aux mesures prises, comme une évaluation de la conformité de la loi mexicaine sur la migration avec la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), le projet de loi internationale sur les droits des femmes et un guide sur la formulation de lois tenant compte du genre. Une conférence sur les droits humains des travailleuses migrantes, le long de la frontière méridionale, a permis de jeter les bases d'un travail en commun avec les autorités locales pour régulariser le statut des migrantes en leur délivrant un permis de résidence — une étape qui ouvre la voie à des formes de protection juridique et autres. L'engagement avec le Congrès national a amené ONU Femmes à adresser une pétition officielle auprès de la division exécutive pour combler les lacunes des politiques afin de protéger les migrantes, alors même que les membres du Congrès se sont engagés sur la même voie au regard de la législation nationale.

Le leadership d'ONU Femmes sur les questions liées au genre et à la migration a une dimension non seulement nationale mais aussi **MONDIALE**.



29 pays, comptant au total plus de 640 millions de femmes et de filles, ont adopté un cadre politique tenant compte du genre en faveur de l'autonomisation économique des femmes*

Pour la première fois, ONU Femmes préside en 2016 le

Groupe mondial sur la migration

ONU Femmes accueille le premier

Groupe de réflexion de haut niveau de l'ONU sur l'autonomisation économique des femmes

* Les données portent sur les résultats obtenus en collaboration avec des partenaires au cours de la période 2014-2015.

En 2016, les cheffes et chefs d'État et de gouvernement du monde entier se réuniront à l'occasion de la réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale ayant pour thème les vagues de réfugiés et de migrants, le Sommet des Nations Unies le plus important à ce sujet depuis de nombreuses années. S'appuyant sur un rapport adressé au Secrétaire général des Nations Unies, ONU Femmes a aidé à formuler des recommandations visant à tenir pleinement compte de la dimension de genre des personnes réfugiées et migrantes.

De manière plus générale, le renforcement de l'intégration de l'égalité des sexes dans les débats internationaux touchant la migration est en grande partie attribuable au leadership d'ONU Femmes. En 2016, nous présidons le Groupe mondial sur la migration (GMG), qui rassemble 17 agences des Nations Unies ainsi que l'Organisation internationale pour les migrations, et travaille étroitement avec le Forum mondial intergouvernemental sur

les migrations et le développement. Les préparatifs en vue du Forum, qui se déroulera en 2016, accordent une attention particulière à la dimension de genre, notamment en appelant à l'utilisation de données complètes ventilées par sexe pour sous-tendre les stratégies de migration tenant compte du genre.

LIBÉRATION DE L'ESPRIT D'ENTREPREURIAT

Dans les **ÉTATS ARABES**, ONU Femmes, l'Union européenne et la Ligue des États arabes ont lancé « Khadija », un réseau régional d'institutions du secteur public, du secteur privé et du secteur social. Les membres du réseau s'efforcent d'inciter les responsables politiques nationaux dans leurs pays et institutions respectifs à améliorer les environnements de travail pour les femmes, à les protéger des emplois vulnérables et à étendre leur participation dans les postes de leadership. Le réseau a été créé dans le cadre du

programme régional « Un bon en avant pour les femmes », organisé par ONU Femmes en collaboration avec l'Union européenne.

PROMOTION D'UN ACCORD ENTRE LES GRANDES ÉCONOMIES

Les pays du G20, qui représentent les plus grandes économies du monde, ont intensifié leur engagement en faveur de l'autonomisation économique des femmes en 2015 par la création du groupe « Women 20 » (W20). Sous la direction de la **TURQUIE** et avec le soutien d'ONU Femmes, le groupe compte des représentantes et représentants haut placés de chaque pays. Ensemble, ils s'apprennent à influencer sur les décisions qui favorisent une croissance économique plus inclusive et l'autonomisation de millions de femmes dans le monde. Les objectifs poursuivis visent à réduire les disparités entre les sexes sur le lieu de travail et à alléger le fardeau des tâches familiales non rémunérées.

LES PROGRAMMES PHARES D'ONU FEMME



L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES

ACCÈS DES FEMMES À LA TERRE ET AUX RESSOURCES PRODUCTIVES POUR UNE AGRICULTURE RÉSILIENTE FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES



FAVORISER LES MÊMES OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES POUR LES FEMMES ENTREPRENEURES À TRAVERS DES POLITIQUES D'APPROVISIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT DISCRIMINATOIRES EN LEUR FAVEUR



CRÉATION ET SÉCURISATION DES REVENUS GRÂCE AU TRAVAIL DÉCENT ET À LA PROTECTION SOCIALE



ACCÈS DES FEMMES À L'ÉNERGIE DURABLE ET À L'ENTREPRENARIAT (EN PROJET)



KHATEEJA MALLAH



ONU Femmes/Faria Salman

Khateeja Mallah (Durdana) est une veuve de 31 ans du district de Dadu, situé dans la province du Sind au Pakistan. Elle fait partie des 1214 agricultrices sans terres qui ont bénéficié de droits de fermage grâce à un programme actuellement mis en œuvre par ONU Femmes, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Organisation internationale du Travail (OIT). Par le biais de contrats de fermage, les hommes propriétaires féodaux et tribaux louent leurs terres aux agricultrices pour une période convenue, leur permettant ainsi d'accéder aux terres, de disposer d'un lieu de vie, et d'avoir la possibilité de diriger des exploitations agricoles et de percevoir une part des profits sur les cultures qui y sont cultivées. Ces efforts reflètent l'objectif de développement durable n° 1, qui porte sur l'élimination de la pauvreté et comprend des cibles relatives à la propriété et au contrôle des terres, ainsi que l'Objectif de développement durable n° 2, qui porte sur l'agriculture durable et prévoit un accès sûr et équitable à la terre.

OÙ JE ME TIENS

« Cette terre qui s'étend à perte de vue m'appartient — c'est ce que dit ce document ».



« Tout ce que je connais, c'est l'agriculture, ma seule source de revenus. J'ai commencé à travailler

dans les champs avec mon père quand j'avais 10 ans, et ensuite avec mon mari, avec qui j'ai été mariée à l'âge de 13 ans. Je suis veuve depuis près de trois ans, et je dois subvenir aux besoins de mes huit enfants — sept filles et un fils. Je ne possédais pas de terres, et je n'avais aucun droit sur les cultures et sur les terres où je travaillais.

C'est un travail très difficile, particulièrement avec le climat dur que nous endurons en été. Du fait de ma condition de femme, il y a beaucoup de choses que je n'aimais pas, par exemple, négocier mes droits au travail ou supporter les paroles acerbes des propriétaires fonciers. Parfois, je me sens frustrée de la vie que je mène, mais je regarde mes enfants et je décide de surmonter ma détresse et de me montrer forte — je dois faire face à toutes les situations, bonnes ou mauvaises, pour préparer mes enfants à un avenir meilleur.

Pour moi, accéder légalement à des terres, disposer d'un lieu de vie et percevoir une part des récoltes que je plante et que je récolte était inimaginable. [Jusqu'au jour où] j'ai découvert mes droits et les avantages des contrats de fermage et de propriété foncière grâce aux formations [d'ONU Femmes]. Ces sessions m'ont permis de prendre conscience de la valeur de mes connaissances et de mon expérience dans l'agriculture et, qui plus est, de mes droits.

Aujourd'hui, pour la première fois, je peux dire que quelque chose m'appartient. Cette terre qui s'étend à perte de vue m'appartient — c'est ce que dit ce document. C'est ma terre et j'en suis la reine ! J'ai hâte de récolter les fruits de mes années de dur labeur — et de voir le jour où mes enfants seront plus grands et pourront bien gagner leur vie. Alors je pourrai faire une pause et reprendre mon souffle, et commencer à profiter de la vie ».

METTRE FIN À LA VIOLENCE À L'ÉGARD DES FEMMES ET DES FILLES

La ville de Quezon aux Philippines fait partie des 23 municipalités du monde où ONU Femmes collabore avec les gouvernements locaux pour assurer la sécurité dans les lieux publics. Ce travail porte notamment sur la prévention du harcèlement sexuel dans les transports publics.

À droite : Une jeune rescapée de la traite des personnes en Albanie, où ONU Femmes œuvre pour offrir des possibilités économiques aux femmes affectées, et où elle a mobilisé la presse afin de sensibiliser le public au crime.

Les femmes apportent leurs contributions aux économies, depuis l'économie locale à l'économie mondiale, qui représentent plusieurs milliers de milliards de dollars. Malgré cela, la surreprésentation des femmes occupant des emplois mal rémunérés et vulnérables dans l'ensemble des régions persiste. Au rythme actuel, il faudra encore 70 ans pour combler l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes. Par ailleurs, les femmes disposent de possibilités d'autant plus limitées qu'elles assument le plus gros des tâches familiales non rémunérées.

Grâce à l'autonomisation économique, les femmes peuvent surmonter ces obstacles. ONU Femmes s'attache particulièrement à atteindre et soutenir les femmes les plus pauvres et les plus marginalisées — dont beaucoup sont de plus en plus confrontées à l'émergence de difficultés comme le changement climatique et la migration. Nous soutenons les lois et les politiques qui améliorent les possibilités économiques des femmes et qui promeuvent un accès équitable aux services renforçant leurs moyens de subsistance, comme l'eau, l'énergie, le transport et les technologies vertes. Pour définir le cadre approprié permettant d'avancer, ONU Femmes appelle à la formulation de politiques économiques et de stratégies d'élimination de la pauvreté qui font de l'égalité des sexes un objectif central.



MAINTIEN DE LA SÉCURITÉ DANS LES VILLES

Dans un quartier pauvre de la **VILLE DE QUEZON** aux Philippines, « Teresita » accompagne sa fille de 26 ans au support pour tricycle local en se rendant au travail tous les matins, et elle la retrouve tous les soirs pour la raccompagner à la maison. Ici, le risque de harcèlement sexuel dans les rues est très réel — les hommes tripotent même les femmes et les filles quand ils les voient.

Pendant longtemps, c'était là la triste réalité dans laquelle les femmes devaient vivre. Mais un changement est en cours grâce à l'initiative phare « Des villes sûres et des espaces publics sûrs » d'ONU Femmes. Elle a aidé la ville de Quezon à prendre une première série de mesures pour améliorer la sécurité dans les rues : une étude de cadrage qui recueille des informations sur la violence à l'égard des femmes et des filles dans les lieux publics.

L'étude, qui s'appuie en partie sur des audits concernant la sécurité et dans le cadre de laquelle des femmes et des hommes, des filles et des garçons parcourent à pied les quartiers pour identifier les lieux sûrs et les lieux dangereux, a fait ressortir un certain nombre de problèmes qui, pendant longtemps, passaient inaperçus, comme l'insuffisance de la protection juridique et la crainte de représailles suite au signalement de délits. La police ne consignait pas les cas de harcèlement sexuel dans les lieux publics, car la loi actuelle contre le harcèlement couvre principalement les lieux de travail et les établissements d'enseignement. À présent, les fonctionnaires locaux sont tout à fait au courant des mesures à prendre pour renforcer la sécurité dans une ville, et s'appêtent à réviser les lois et les politiques.

La ville de Quezon n'est qu'un exemple parmi les 23 villes du monde œuvrant avec ONU Femmes, les gouvernements locaux, les organisations de droits des femmes et d'autres partenaires afin de prévenir les actes de violence infligés aux femmes et aux filles dans les lieux



publics et de les combattre. Parmi les autres villes figurent New Delhi, Rabat, New York, Medellín, Port Moresby et, depuis 2015, **BRUXELLES**. De son côté, la ville de **KIGALI** au Rwanda a renforcé les capacités d'intervention des employés des transports publics pour leur permettre de s'interposer au harcèlement sexuel.

En 2015, une conférence mondiale a été organisée à **NEW DELHI**, rassemblant plus de 140 participantes et participants de 24 pays. S'appuyant sur le cumul des expériences et des éléments factuels issus de stratégies efficaces, les participants ont convenu d'une série de recommandations, comme l'intégration des questions de genre dans l'ensemble des politiques couvrant la sécurité et les transports publics, l'élargissement de l'accès des femmes aux technologies pour prévenir la violence dans les lieux publics et la combattre, et la promotion de changements dans les attitudes et les comportements parmi les hommes et les garçons.



26 pays,
comptant un total de plus
d'un milliard
de femmes et
de filles,
ont renforcé leur législation pour
éliminer toutes les formes de
violence à l'égard des femmes

26 pays,
comptant au total plus de
466 millions
de femmes et
de filles,
ont adopté des plans ou des
stratégies d'action nationaux
dans ce domaine

Les données portent sur les résultats obtenus en collaboration avec des partenaires au cours de la période 2014-2015

LA LUTTE CONTRE LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS

Du fait du manque de possibilités économiques dans les zones rurales d'**ALBANIE**, les femmes et les filles sont extrêmement vulnérables au trafic de personnes qui alimente l'industrie du sexe. ONU Femmes a travaillé avec des groupes de la société civile, le gouvernement et les médias pour stopper ces crimes et assister les victimes. Une campagne nationale a permis de

sensibiliser le public, notamment par le biais d'une vidéo percutante sur la lutte contre la traite des personnes qui a été diffusée sur une chaîne de télévision nationale. Un Forum consultatif des médias qui compte 30 membres appuie la réalisation de reportages professionnels et éthiques parmi les journalistes en leur fournissant des informations et des formations et en relevant les inexactitudes qui se seraient éventuellement glissées dans les reportages.

L'emploi ou une petite entreprise pouvant figurer parmi les éléments les plus critiques pour mener à bien la réintégration des victimes du trafic des personnes, ONU Femmes a aidé les prestataires de services œuvrant dans les abris à placer l'autonomisation économique au cœur de leur mission d'assistance.

Une enveloppe globale de services essentiels — élaborée conjointement par ONU Femmes et quatre autres entités des Nations Unies et s'appuyant sur les compétences d'expertes et experts internationaux éminents dans le domaine de la santé, les systèmes de police et judiciaires et les services sociaux est actuellement soumise à des essais sur le terrain dans 10 pays.

En **ASIE DU SUD-EST**, ONU Femmes s'est impliquée de près dans un processus qui a amené l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) à adopter son premier Plan d'action régional visant à éliminer la violence contre les femmes. Approuvé par les chefs d'État et de gouvernement, le plan tire profit d'un élan politique favorable. Les mesures concrètes à prendre d'ici 2025 ont pour but d'assurer la continuité des progrès.



Des femmes à une conférence de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE). En 2015, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est a adopté le premier plan d'action régional visant à éliminer la violence à l'égard des femmes.

CADRES D'ACTION

S'appuyant sur l'engagement à éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles, inscrit dans le programme de développement durable, ONU Femmes a mené une initiative conjointe avec six autres entités des Nations Unies pour créer le cadre soutenant l'action visant à prévenir la violence contre les femmes. L'initiative recense les pratiques factuelles et émergentes utilisées pour prévenir la violence en tenant particulièrement compte des causes profondes, des risques et des facteurs de protection.

ONU Femmes a restructuré sa base de données mondiale sur la violence à l'égard des femmes, mise en ligne en 2016 et fait partie d'une plateforme mondiale de connaissances sur la violence à l'égard des femmes récemment créée. La base de données présente un tableau complet des mesures prises par les gouvernements pour stopper la violence, et elle contribuera également au suivi de la mise en œuvre du domaine cible prévu dans les Objectifs de développement durable (ODD).

LES PROGRAMMES PHARES D'ONU FEMME

METTRE FIN À LA VIOLENCE À L'ÉGARD DES FEMMES ET DES FILLES (VFF)

PRÉVENTION ET ACCÈS AUX SERVICES DE BASE POUR METTRE FIN À LA VFF

DES VILLES SÛRES ET DES ESPACES PUBLICS SÛRS

DESIRÉE AKPA
AKPRO LOYOU



WAGGGS

OÙ JE ME TIENS

Désirée Akpa Akpro Loyou, 37 ans, est assistante sociale et Commissaire générale adjointe chargée de la formation pour l'Association mondiale des Guides et des Éclaireuses (AMGE) en Côte d'Ivoire. Elle a participé à une formation régionale au Togo en janvier, organisée par ONU Femmes et l'AMGE, pour enseigner les Guides à offrir le curriculum d'études non-formel Voix contre la violence. Son travail a trait aux nouveaux Objectifs de développement durable. L'Objectif 4 cherche à assurer l'accès de toutes et tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, incluant avec l'éducation en faveur du développement, des droits humains, et de l'égalité des sexes ; et l'Objectif 5 a parmi ses cibles d'éliminer de la vie publique et de la vie privée toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles.

« Quand on fait de la sensibilisation dans les écoles, on voit moins de violences ».



« J'ai été abusée deux fois. La première fois j'étais en primaire et j'avais 8 ou 9 ans, et mon enseignant a essayé de m'attoucher.

Après cela, je me suis renfermée sur moi-même et je me suis méfiée de tous les hommes et garçons. Bien sûr que la violence peut empêcher les filles de poursuivre leurs études, surtout si de tels actes sont commis par leur tuteur ou enseignant. Ceci va avoir un impact sur leurs résultats scolaires.

J'avais 21 ans quand je suis devenue Guide Éclaireuse. J'étais très timide et très renfermée, mais en tant que Guide on nous a appris à faire des choses qu'on n'arrivait pas à faire seules. Aujourd'hui je suis assistante sociale pour le gouvernement et je suis la Commissaire adjointe à la formation pour les Guides Éclaireuses, qui dépend du ministère de la Jeunesse. Je mène des campagnes de sensibilisation dans le milieu scolaire et organise des formations auprès des actrices et acteurs clés dans la lutte contre la violence basée sur le genre. L'éducation joue un rôle primordial.

Quand je prends la parole devant 400 élèves, et que je suis sur le podium, et quand je parle de la violence dans les écoles, les facteurs de risque, je fais part des expériences auxquelles j'ai survécu. Quand on fait de la sensibilisation dans les écoles, on voit moins de violences. Quand on parle avec les élèves, on ressort plusieurs cas d'abus, surtout parmi les filles. Et de tels actes sont souvent commis par des enseignants chargés de l'éducation de ces filles. L'histoire de ma vie, ça arrive à captiver. Je veux atteindre les filles et leur dire de parler et de ne pas se taire ».



ACCÉLÉRER LES PROCESSUS DE PAIX

Ci-dessus : Au Burundi, Mme Rose Nyandwi fait partie des 500 médiatrices du Réseau de femmes pour la paix et le dialogue soutenu par ONU Femmes. Selon elles, le réseau est intervenu dans plus de 5.000 conflits locaux l'an dernier.

À droite : Au Mali, ONU Femmes a soutenu des femmes leaders religieuses et des activistes dans leur lutte pour la paix et l'égalité des sexes.

Les femmes ont traditionnellement été reléguées aux marges des processus de paix, mais cette exclusion de longue date commence à changer. Depuis la création d'ONU Femmes, le pourcentage de femmes dans les équipes de médiation, aux tables des négociations de paix et bénéficiaires de fonds d'indemnisation et de consolidation de la paix est en hausse.

Parmi les accords de paix signés en 2010, seulement 22 pour cent comprenaient des engagements explicites à respecter les droits, à encourager la participation et à assurer la protection des femmes. Ces dernières années, cette proportion a augmenté, représentant aujourd'hui 50 pour cent de l'ensemble des accords de paix, et atteignant des niveaux largement supérieurs lorsque les Nations Unies sont impliquées.

Un nombre croissant de pays disposent de plans d'action nationaux qui présentent une description détaillée et précise de la manière d'intégrer l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes à tous les stades du processus d'instauration de la paix, de la sécurité et de la justice. Les tribunaux et les commissions d'enquête aux niveaux national et international accordent plus d'attention aux crimes sexistes. ONU Femmes a joué un rôle central dans toutes ces avancées.

MÉDIATION DANS LE CADRE DES CONFLITS LOCAUX

La guerre civile qui a déchiré le **BURUNDI** de 1993 à 2005 a fait 300.000 morts. Les affrontements qui ont éclaté en 2015 ont poussé plus de 230 000 personnes à fuir le pays. Malgré les difficultés, les femmes n'ont pas abandonné leurs communautés — ni leur pays d'ailleurs.

Parmi ces femmes figure Mme Rose Nyandwi, une femme de 59 ans, qui a perdu son père et son mari dans le conflit. Refusant de céder au désespoir, elle est devenue médiatrice auprès du réseau de femmes pour la paix et le dialogue, mis en place et coordonné avec le soutien d'ONU Femmes. Il compte plus de 500 membres, intervenant dans l'ensemble des 129 municipalités du Burundi. Les médiatrices comme Mme Nyandwi ont amorcé des dialogues visant à prévenir des flambées de violence. Selon les femmes elles-mêmes, rien que l'an dernier, le réseau est intervenu directement dans plus de 5.000 conflits locaux qui auraient sinon pu devenir politisés et donc déstabilisants.

Faisant appel aux compétences acquises dans le cadre des sessions de formation dispensées par ONU Femmes, les femmes interviennent dans les conflits familiaux, sociaux et fonciers et contrent les rumeurs et les craintes exagérées en fournissant des informations fiables. Elles aident également les victimes de violence à obtenir justice devant les tribunaux. Parfois, elles assument des fonctions de médiatrices entre les manifestants et les forces de l'ordre.

MOBILISATION DES LEADERS RELIGIEUX

Les négociations de paix prolongées ont abouti à un accord de paix au **MALI** en 2015, mais les dirigeantes maliennes savaient que certaines divisions profondes subsistaient encore dans leurs communautés. Lors de sessions organisées par ONU Femmes en vue d'analyser le degré de sensibilité aux questions de genre dudit accord, elles ont décidé de descendre dans les rues — dans le cadre d'une marche pour la paix. Des milliers de femmes se sont jointes à elles brandissant des bannières proclamant le ralliement solidaire



ONU Femmes a rempli des fonctions de secrétariat dans le cadre de l'Étude mondiale sur la mise en

œuvre de la résolution du Conseil de sécurité 1325.

L'étude a orienté la conduite de l'examen de haut niveau du Conseil de sécurité, dans le cadre duquel un nombre record de **113 interventions** ont été menées, et la **résolution 2242** a été adoptée

18 pays

supplémentaires ont adopté des plans d'action nationaux sur les femmes, la paix et la sécurité.

67 pour cent

de l'ensemble des plans d'action nationaux disposent d'indicateurs pour mener un suivi des progrès*

**Les données portent sur les résultats obtenus en collaboration avec des partenaires au cours de la période 2014-2015.



des femmes au processus de paix et à l'unification du pays. L'événement avait été lancé à l'initiative des femmes leaders religieuses.

L'an dernier, le processus de paix a renforcé les relations des femmes leaders religieuses avec les acteurs séculiers qui militent en faveur de l'égalité des sexes et des droits des femmes. Face à l'insuffisance des références aux questions de genre dans l'accord, les femmes ont lancé un appel collectif à l'adoption, au plus tard à la fin de l'année, d'une loi stipulant qu'au moins 30 pour cent des personnes élues et nommées à des postes dans la fonction publique doivent être du même sexe. Leur appel a été entendu.

Au **SOUDAN DU SUD**, ONU Femmes s'est associée au Conseil des Églises pour former 200 femmes leaders religieuses dans 10 États au leadership transformationnel. Après avoir attiré l'attention sur le fait que tous les membres du groupe confessionnel participant aux négociations de paix du Soudan du Sud étaient des hommes, elles ont lancé une campagne fructueuse, suite à laquelle des femmes ont été nommées de sorte à représenter la moitié des membres. Les femmes leaders religieuses se sont mobilisées avec une coalition diversifiée d'autres femmes, dont le Réseau des femmes du Soudan du Sud pour la paix, pour promouvoir l'intégration de dispositions significatives sur les questions liées au genre dans l'accord de paix de 2015. Ces dispositions garantissent la participation continue des femmes au processus de paix et prévoient le déploiement de nouveaux efforts visant à instaurer l'autonomisation

économique des femmes. Les femmes leaders religieuses et d'autres activistes en faveur de l'égalité des sexes se consacrent maintenant à appuyer la mise en œuvre de l'accord.

COMMÉMORATION DU 15^e ANNIVERSAIRE D'UNE RÉOLUTION HISTORIQUE

En 2015, le Conseil de sécurité des Nations Unies a marqué le 15^e anniversaire de sa résolution historique 1325 sur les femmes, la paix et la sécurité en procédant à un examen de haut niveau. Le processus a débouché sur l'adoption à l'unanimité de la résolution 2242, qui souligne l'importance cruciale de la promotion des femmes, de la paix et de la sécurité, y compris la résolution des difficultés mondiales actuelles, comme l'extrémisme violent. La résolution définit également une nouvelle cible ambitieuse visant à doubler le nombre de femmes dans les processus de maintien de la paix au cours des cinq prochaines années. Pour orienter l'examen, ONU Femmes a soutenu une étude mondiale indépendante sur la mise en œuvre de la résolution 1325 commanditée par le Secrétaire général des Nations Unies et menée par Mme Radhika Coomaraswamy, ancienne Représentante spéciale pour les enfants et les conflits armés. Cette étude présente un recueil inestimable d'exemples probants tout en attirant l'attention à l'échelle mondiale sur les principales lacunes qui affectent la mise en œuvre. Coprésidé par le Canada, le Chili, l'Irlande, le Japon et la Namibie, le Groupe d'amis de l'étude mondiale sur la résolution 1325 a donné

des conseils relatifs à la mise en œuvre et en a assuré le soutien.

LA LUTTE CONTRE L'EXTRÉMISME VIOLENT

La résolution du Conseil de sécurité 2242 demandait aux principales instances de lutte contre le terrorisme d'intégrer les questions de genre dans l'ensemble de leurs activités, avec le soutien de financements adéquats. L'Équipe spéciale de la lutte contre le terrorisme de l'ONU, soutenue par ONU Femmes, met actuellement au point un outil spécialisé permettant de mener un suivi des fonds disponibles. L'objectif consiste à s'assurer que, d'ici 2020, au moins 15 pour cent de ces fonds seront consacrés à des projets qui portent principalement sur les besoins des femmes et leur autonomisation.

En **IRAQ**, ONU Femmes a convoqué 230 organisations et réseaux de femmes d'appartenances religieuses et ethniques différentes pour collaborer sur une réconciliation nationale, la lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent. Les femmes mettent actuellement en place une plateforme de plaidoyer pour faire avancer leur programme, en soulignant les problèmes comme la protection des femmes et des filles dans les zones libérées des forces intégristes et l'intégration de concepts de réconciliation dans les programmes scolaires. Elles promeuvent également une expansion du rôle des femmes dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent et dans la réconciliation nationale.

LES PROGRAMMES PHARES D'ONU FEMME



LES FEMMES, LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

IMPLICATION DES FEMMES DANS LES PROCESSUS DE PAIX, DE SÉCURITÉ ET DE RECONSTRUCTION





MARUTI JOSHI

Photo fournie avec l'aimable autorisation de Maruti Joshi

« Les femmes jouent un rôle extrêmement important dans les situations de conflit, en particulier parce que ce sont les femmes et les enfants qui sont les plus touchés ».

Maruti Joshi est une femme de 43 ans originaire de Jaipur en Inde. Elle a été policière pendant 18 ans et a servi dans les forces de maintien de la paix des Nations Unies au Soudan du Sud. Actuellement, Mme Joshi travaille avec ONU Femmes pour former des femmes Casque bleu pour résoudre les problèmes de violence sexuelle et basée sur le genre dans les situations de conflit. Son travail est lié aux Objectifs de développement durable (ODD), dont l'ODD n° 5, qui prévoit l'élimination de toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles, et l'ODD n° 16, qui vise à promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à toutes et tous et à développer des institutions efficaces, responsables et ouvertes à toutes et tous, à tous les niveaux.

OÙ JE ME TIENS



« Quand je suis entrée dans les forces de police indiennes en 1997, j'étais la première et unique femme policière parmi 35 hommes policiers. À l'époque, j'accomplissais un travail de routine. En 2011, j'ai eu la possibilité de participer à une nouvelle mission des Nations Unies au Soudan du Sud. Je suis allée à Juba pendant un an. En tant que membres de la police affectés aux opérations de maintien de la paix, nous étions chargés d'encadrer et de former la police sur place pour traiter les cas de violence. Mon unité s'occupait des femmes et des enfants ainsi que d'autres personnes vulnérables affectées par la violence. Nous étions confrontés à beaucoup de difficultés, car la résolution du conflit dans le pays était en cours. Je devais conduire seule et, parfois, très tard dans la nuit. On ne se sent pas en sécurité parce qu'on n'est pas armé — tout peut arriver.

Malgré ces difficultés, j'ai apprécié mon expérience à Juba, car il s'est produit une chose extraordinaire. À mon arrivée à la mission, il y avait quelques femmes Casques bleus, et nous avons créé un réseau exclusivement réservé aux femmes afin de partager nos expériences. Il est très difficile pour les membres des forces de maintien de la paix de quitter leurs familles. Ce ne sont pas seulement elles qui ont besoin de nous : ce sont aussi les autres femmes, pour lesquelles nous servons d'exemples. Les femmes jouent un rôle extrêmement important dans les situations de conflit, en particulier parce que ce sont les femmes et les enfants qui sont les plus touchés. Par le biais du réseau et de mon unité, nous avons également servi d'intermédiaires entre les femmes policières locales et leurs autorités, car certaines de ces femmes faisaient face à des difficultés et n'étaient pas toujours en sécurité.

Aujourd'hui, j'ai une fille d'un an, et j'ai donc choisi d'être affectée dans un bureau. J'occupe actuellement un poste de surintendante de police à Jaipur. J'anime également des ateliers sur l'intégration et la budgétisation des questions liées au genre. J'ai travaillé avec ONU Femmes dans le cadre d'un programme de formation initiale s'adressant aux femmes militaires destinées à être déployées dans des missions de maintien de la paix. Lorsque je suis partie en mission, je n'avais pas bénéficié d'une formation de pré-déploiement spécifique aux questions liées au genre. Nous formons [à présent] ces femmes militaires avant leur départ au traitement de la violence à l'égard des femmes dans des situations de conflit. C'est quelque chose qui me tient à cœur — une passion ! »

MOBILISATION DE L'ACTION HUMANITAIRE EN FAVEUR DES FEMMES

Photo : Manal a fui le conflit qui sévit en Syrie avec ses trois enfants. Aujourd'hui, elle enseigne l'anglais dans des espaces sûrs « Oasis » d'ONU Femmes du camp de Za'atari en Jordanie, et elle perçoit un salaire dans le cadre d'un programme de rémunération en échange d'un travail. Environ 5.000 visiteuses se rendent chaque mois dans les centres « Oasis » pour discuter et apprendre de nouvelles compétences.

Les crises ont des répercussions disproportionnées sur les femmes et les filles. Celles-ci sont exposées à un risque accru de violence, les probabilités qu'elles meurent dans des catastrophes naturelles sont supérieures à celles des hommes, et elles disposent d'un accès plus limité aux ressources. Par exemple, les filles en situation de conflit ont 2,5 fois plus de risques de ne pas être scolarisées que celles qui vivent dans des pays en paix. De plus, les femmes sont souvent exclues des processus de prise de décisions qui déterminent la planification et la programmation de l'aide humanitaire ; ce qui explique que leurs besoins spécifiques ne sont pas satisfaits comme il se devrait.

ONU Femmes mène des initiatives visant à combler ces lacunes. Notre mission consiste à soutenir et à faire en sorte que le système humanitaire intègre l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes dans tous les aspects de la planification et de la programmation. Les principales actions que nous mettons en place en faveur des femmes et des filles dans les situations de crise humanitaire ont pour objectif de faciliter la coordination et de montrer la voie à suivre, de nous assurer que la planification des interventions s'appuie sur les éléments factuels et de mettre en œuvre des mesures ciblées chaque fois que des lacunes sont identifiées. Nous sommes déterminés à assurer une équité entre les femmes, les hommes, les filles et les garçons en tant que partenaires et bénéficiaires de l'action humanitaire.

SOUTIEN DES PERSONNES RÉFUGIÉES ET DES ACTEURS DE LA PAIX

Terrifiée par l'avancée d'ISIS à Hamas en **SYRIE**, Sawsan, une femme de 48 ans, a vendu son entreprise, puis elle a dit au revoir à son mari et pris la fuite avec sa fille. Compte tenu du conflit et des actes flagrants de violence sexiste associés, elles n'avaient pas d'autre choix que de rejoindre près de 5 millions de Syriennes et Syriens qui ont fui leur pays au début de l'année 2016. Bien que la moitié des réfugiés syriens soient des femmes, la plupart d'entre elles ne pouvaient pas attendre grand-chose en matière d'assistance humanitaire qui répondrait à leurs besoins spécifiques par rapport à ceux des hommes.

Une évaluation menée par ONU Femmes en **SERBIE** et dans l'Ancienne **RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE** a dressé un inventaire des différents problèmes ventilés par sexe pour faire ressortir ces lacunes et impulser une riposte. L'étude documentait clairement le tort infligé lorsque les femmes ne bénéficient d'aucun service de soins de

santé et de protection contre la violence sexiste, entre autres préoccupations majeures.

À Za'atari, le plus grand camp de personnes réfugiées de **JORDANIE**, ONU Femmes est intervenue en fournissant des services promouvant l'autonomisation économique et la protection des femmes. Trois espaces sûrs « Oasis » accueillent 5.000 visiteuses par mois, venues discuter et apprendre de nouvelles compétences. Parmi les possibilités de rémunération en échange d'un travail figurent la confection d'uniformes scolaires, les services d'enseignement et les postes d'agentes de sécurité. Du fait qu'un grand nombre de réfugiés sont maintenant confinés dans le camp depuis plus de trois ans, les centres offrent un peu de répit face au désespoir et à l'isolement tout en proposant également la possibilité de gagner un revenu pour subvenir aux dépenses de base des ménages.

ONU Femmes répond aux besoins immédiats des femmes qui fuient la Syrie tout en promouvant leur intégration dans les négociations de paix en cours. Dans le cadre des discussions de paix organisées sous l'égide des



ONU Femmes a mené des activités humanitaires dans

34 pays

en 2015, ce qui représente

une hausse de 183 %

par rapport à 2014

42 pour cent

des documents sur les résultats intergouvernementaux concernant l'action humanitaire comprenaient des dispositions spécifiques aux questions de genre en 2015

ONU Femmes a dirigé la « Table ronde des leaders de haut niveau — Les femmes et les filles : une incitation à l'action pour assurer l'égalité des sexes » lors du

Sommet humanitaire mondial 2016

Nations Unies au début de l'année 2016, nous avons aidé à créer le Conseil consultatif des femmes syriennes. Rassemblant 12 membres indépendantes d'organisations de la société civile dirigées par des femmes, le Conseil a formellement été intégré dans les discussions pour la première fois, avec la responsabilité de soulever les questions non abordées, de proposer des solutions et de négocier des prises de position consensuelles sur les sujets liés à l'égalité des sexes et d'autres. Dans le cadre de la poursuite de l'objectif de négociation d'un accord de paix, le Conseil consultatif reconnaît, en termes très clairs, que, quelle que soit l'orientation des négociations, les femmes doivent être entendues.

CENTRES D'AIDE AU RELÈVEMENT POUR LES FEMMES APRÈS UN SÉISME

Deux tremblements de terre puissants ont dévasté le **NÉPAL** en 2015, et ONU Femmes est intervenue immédiatement, convoquant des partenaires de l'ONU et des groupes de femmes pour assister les femmes et les filles. Cinq centres polyvalents et trois centres d'information ont permis de garantir l'accès de près de 43.000 femmes à un vaste éventail de services de relèvement, y compris : conseils psychologiques ; assistance juridique pour les victimes de violence basée sur

le genre ; et programmes de rémunération en échange d'un travail. Dans sept des districts les plus gravement touchés, ONU Femmes a distribué des milliers de trousseaux d'hygiène féminine ainsi que des lanternes solaires et des postes de radio, s'assurant que ces articles tombent directement entre les mains des femmes.

En 2016, une fois passé le plus fort de la crise immédiate, les centres multiservices ont étendu leur rôle pour promouvoir l'intégration de la composante sensibilité aux questions de genre dans les plans locaux de préparation et d'intervention dans des situations de catastrophes. Dans les trois districts les plus affectés, ONU Femmes a aidé à mettre en place des réseaux de femmes particulièrement marginalisées pour développer collectivement de nouveaux moyens de subsistance et promouvoir des choix budgétaires locaux reflétant leurs priorités. À l'échelle nationale, notre assistance a permis de garantir que l'évaluation des besoins après la catastrophe, menée pour orienter la planification du relèvement dans le long terme, comprend un volet consacré à l'égalité des sexes et à l'inclusion sociale. Il faudra des années pour parvenir à un relèvement complet mais, cette fois, les femmes ne seront pas en marge, mais au centre du processus.

UNE CAMPAGNE SENSIBILISE LE PUBLIC SUR LE VIRUS ZIKA

La propagation soudaine du virus Zika a suscité des préoccupations au **BRÉSIL**, en particulier parmi les femmes en âge de procréer. Le virus implique le risque de troubles du système nerveux des personnes en général, et peut entraîner la naissance de bébés atteints d'une microcéphalie, une maladie grave à vie.

Compte tenu de l'évolution évidente de la propagation de l'épidémie, ONU Femmes s'est associée au Fonds des Nations Unies pour la population, à l'Organisation panaméricaine de la santé, à l'Organisation mondiale de la santé et à des fonctionnaires nationaux afin de s'assurer que les femmes disposent d'informations précises pour se protéger, y compris sur le droit de décider de tomber enceinte. La campagne a démarré par une distribution en masse de cartes de médias sociaux, de brochures et d'affiches exhortant les femmes enceintes à s'informer sur les risques. L'ambassadrice nationale brésilienne d'ONU Femmes, l'actrice Camila Pitanga, a aidé à diffuser les informations en apparaissant sur les affiches. Des personnalités du monde de la radio, ainsi que des expertes et experts en matière d'égalité des sexes et de santé, ont promu la santé et les droits des femmes dans le cadre de programmes diffusés par le biais de 2.000 stations de radio.

LES PROGRAMMES PHARES D'ONU FEMME



ACTION HUMANITAIRE

LEADERSHIP, AUTONOMISATION, ACCÈS & PROTECTION DES FEMMES (LEAP) DANS LA RÉPONSE AUX CRISES



GÉRER LES INÉGALITÉS DE GENRE EN SITUATION DE RISQUE ET PROMOUVOIR UNE COMMUNAUTÉ RÉSILIENTE FACE AUX CATASTROPHES NATURELLES



OÙ JE ME TIENS

« ONU Femmes m'a redonné de l'espoir, de la motivation et un sentiment d'autonomie ».



« C'est la seconde fois que je vis dans un camp de réfugiées et réfugiés, la seconde fois que je

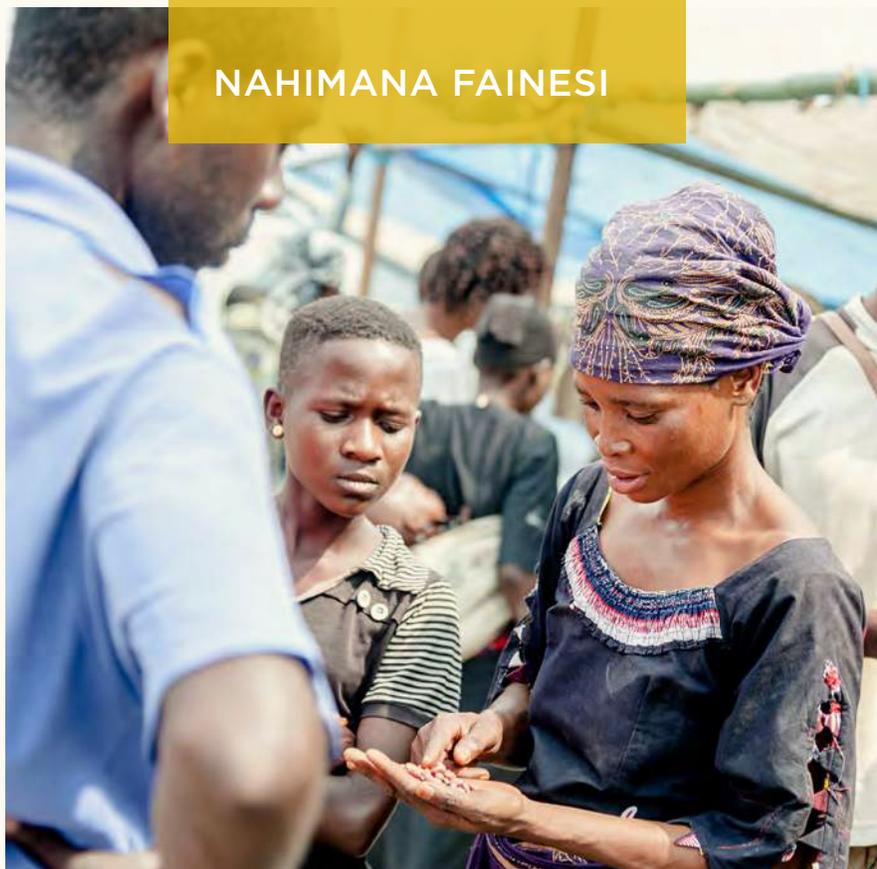
fuis la guerre civile pour me protéger. Ce qui m'a poussée à partir [du Burundi], c'est le problème des hommes inconnus qui pénètrent dans les maisons et attaquent les femmes seules. Ils ont des couteaux. Ils commencent par vous violer, puis ils vous tuent. Quand j'ai vu ces attaques et les gens mourir, je me suis enfuie avec mon fils d'un an. Je n'ai même pas pu aller chercher tous mes enfants, c'était une situation de chacun pour soi, tout le monde courait pour sauver sa vie.

En arrivant au camp de Lusenda [en République démocratique du Congo], je n'avais aucun espoir. ONU Femmes m'a redonné de l'espoir, de la motivation et un sentiment d'autonomie. Au bout de quelque temps, j'ai été nommée membre du comité regroupant les femmes. J'ai travaillé [via un programme « Argent contre travail »] et avec cet argent, j'ai pu retourner chercher mes enfants. J'ai cinq enfants — quatre filles et un garçon.

La vie au camp est encore un défi. Deux de mes filles sont devenues des jeunes femmes. Lorsqu'elles se déplacent, je vis dans la peur, car elles pourraient se faire violer à tout moment. Il n'y a pas suffisamment de nourriture et les rations sont épuisées avant [la distribution suivante].

Je survis en cultivant la terre, pour gagner un peu d'argent. Les femmes cultivent la terre ensemble et font pousser différentes sortes de récoltes. Lorsque celles-ci sont prêtes, nous vendons notre production. On devrait toujours se souvenir qu'il faut parfois se salir les mains pour atteindre ses objectifs et nourrir sa famille. Le bonheur commence avec soi ».

NAHIMANA FAINESI



ONU Femmes/Catianne Tijerina

Nahimana Fainesi [Finess], 30 ans, a fui son Burundi natal en juillet 2015 et vit depuis lors dans le camp de réfugiées et réfugiés de Lusenda, dans le territoire de Fizi en République démocratique du Congo. Elle travaille en tant qu'agricultrice dans le cadre d'un programme Argent-contre-travail d'ONU Femmes. Son travail a directement trait à l'Objectif de développement durable (ODD) n° 2, qui vise à éliminer la faim et faire en sorte que chaque personne, en particulier les personnes vulnérables, ait accès à une alimentation saine, nutritive et suffisante ; et à l'ODD n° 16, sur la promotion de sociétés pacifiques et inclusives pour le développement durable.

PLANIFICATION ET BUDGÉTISATION VISANT À RÉDUIRE LES DISPARITÉS ENTRE LES SEXES

Ci-dessous : Mme Maria Rosa Suquilanda vend ses produits sur le marché des agro-entrepreneurs de Cuenca en Équateur. Les femmes ont bénéficié d'un espace plus vaste sur le marché après avoir été consultées au sujet de leurs priorités principales en matière de dépenses publiques.

Les progrès réalisés en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes dépendent largement de l'adéquation des plans et des investissements octroyés. Les plans de développement, tant au niveau national que local, doivent adopter l'égalité des sexes en tant qu'objectif central soutenu par des mesures spécifiques pour le réaliser. Les financements doivent être suffisants pour mettre en œuvre les plans et, de manière plus générale, pour faire respecter les droits des femmes et des filles de bénéficier de services publics qui répondent pleinement à leurs besoins.

Avec l'assistance soutenue d'ONU Femmes, plusieurs dizaines de pays ont commencé à apporter des améliorations substantielles à leurs activités en matière de planification et de dépenses en faveur de l'égalité des sexes. Nous travaillons avec des fonctionnaires nationaux pour développer des outils techniques, comme des marqueurs de genre, et avec des militantes et militants en faveur des femmes pour maintenir l'attention sur les principales priorités des femmes. Nous promouvons une transparence accrue de manière à ce que les pays puissent contrôler si les fonds et les plans permettent ou non d'atteindre les objectifs poursuivis et pour que les femmes puissent rappeler aux gouvernements les engagements qu'ils prennent.



SUIVI DES DÉPENSES POUR L'ÉGALITÉ EN ÉQUATEUR

Mme María Rosa Suquilanda vivait autrefois dans une extrême pauvreté. Lorsqu'elle se rendait dans des lieux publics pour vendre ses produits, les autorités la repoussaient et détruisaient ses marchandises parce qu'elle ne disposait pas des permis appropriés. Mais ce temps est révolu. Aujourd'hui, en collaboration avec d'autres femmes comme elle, elle dirige le marché bien organisé des agro-entrepreneurs dans la ville de Cuenca, niché en altitude dans les montagnes du sud de l'ÉQUATEUR. « Nous pouvons aller au marché, car le gouvernement provincial nous a attribué des espaces où vendre nos produits », déclare-t-elle, se tenant fièrement au milieu des piles de maïs, de haricots, de pois et de légumes frais.

Administré par le gouvernement provincial d'Azuay, le marché vend depuis longtemps des produits issus de l'agriculture locale, mais c'est en fait le Programme des femmes qui a permis à celles-ci de disposer d'un espace suffisant où vendre leurs produits. Le programme, un document intégré dans le budget provincial, comprend les principales priorités identifiées par les femmes locales en matière de dépenses publiques — comme de meilleures possibilités pour gagner un revenu. Azuay applique un Programme en faveur des femmes à la budgétisation depuis 2012 ; la formulation du budget implique plus de 1 000 femmes en provenance des quatre coins de la province. ONU Femmes a apporté une assistance à toutes les étapes — depuis un appui aux organisations de femmes dans le cadre de la création du programme jusqu'à un soutien à la province pour acquérir les compétences techniques associées.

Le changement à Azuay est survenu grâce à une alliance de longue durée entre ONU Femmes, le gouvernement provincial et les organisations de femmes. À l'échelle nationale, ONU Femmes, par le biais de son organisation précédente, est en première ligne



À droite : Des bénévoles indonésiens allument des bougies lors de la Journée mondiale de la lutte contre le sida à Jakarta. En 2015, ONU Femmes a soutenu l'examen de la stratégie nationale de lutte contre le sida visant à renforcer l'incorporation des droits des femmes.

pour encourager une budgétisation sensible au genre depuis 2007, lorsque nous soutenions le ministère des Finances et de l'Économie pour faire de l'égalité des sexes un critère central de l'évaluation des décisions relatives aux dépenses nationales. Par la suite, nous avons élaboré des Programmes de femmes dans les provinces et les municipalités de l'ensemble du pays. En 2010, le ministère avait adopté un classement budgétaire pour obtenir une image complète des investissements réalisés dans l'autonomisation économique et le leadership des femmes, l'élimination de la violence, et d'autres domaines associés.

L'utilisation du classement, obligatoire au niveau national, a indiqué des dépenses d'au moins 364 millions de dollars des États-Unis dans des programmes pour l'égalité des sexes en 2015 — une hausse par rapport aux 34 millions de dollars des États-Unis dépensés en 2011. Depuis 2016, toutes les provinces et les municipalités sont tenues d'appliquer le classement.



31 pays
ont augmenté les allocations
budgétaires pour la réalisation
de leurs engagements en faveur
de l'égalité des sexes

Près de
15.000
fonctionnaires
gouvernementaux
ont été formés sur l'intégration
de l'égalité des sexes et sur les
questions de genre

Les données portent sur les résultats obtenus en collaboration avec des partenaires au cours de la période 2014-2015

EXIGENCE D'UN BUDGET SENSIBLE AU GENRE

La budgétisation sensible au genre en **UGANDA** a beaucoup progressé grâce à la loi 2015 sur la gestion des finances publiques. Cette loi prévoit l'obtention obligatoire d'un Certificat d'égalité et d'équité de genre — que doit obtenir chaque instance gouvernementale aux niveaux national et des districts pour son budget annuel. Le certificat évalue si les budgets ont prêté ou non une attention adéquate à l'égalité des sexes, moyennant un ensemble de mesures de performance et de normes minimales. Les budgets qui ne satisfont pas aux exigences doivent être révisés afin d'obtenir le certificat et être approuvés par le ministère des Finances, de la Planification et du Développement économique. Parmi les avantages qu'il offre, le certificat permet aux législateurs de demander systématiquement des comptes aux instances gouvernementales concernant leurs performances en matière de soutien à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes.

En **ALBANIE**, les ministères sont désormais tenus de tenir compte des principes régissant l'égalité des sexes

dans les budgets, conformément aux exigences du ministère des Finances et aux demandes d'ONU Femmes. Dix ministères et deux institutions de l'État ont consacré des budgets à l'atteinte des cibles visées pour parvenir à l'égalité des sexes, ayant dépensé près de 62 millions de dollars des États-Unis par an entre 2016 et 2018. Le ministère du Bien-être social et de la Jeunesse, par exemple, a affecté 9,4 pour cent de ses fonds à l'instauration de l'égalité des sexes, notamment en intégrant un plus grand nombre de femmes sur le marché du travail.

INCORPORATION DES DROITS DES FEMMES DANS LES STRATÉGIES DE LUTTE CONTRE LE VIH/SIDA

En **INDONÉSIE**, ONU Femmes a appuyé l'examen de la stratégie nationale de lutte contre le VIH/Sida pour renforcer l'incorporation des droits des femmes. Notre assistance comprenait la formation d'un Forum sur l'égalité des sexes rassemblant divers groupes : des femmes vivant avec le VIH, des femmes consommatrices de drogues injectables, des travailleuses du sexe, des transgenres et des hommes homosexuels.

La participation au forum a permis d'étendre les connaissances sur les principes relatifs à l'égalité des sexes et aux droits humains. Le forum a également généré une intensification de l'implication des principales populations affectées dans les prises de décisions sur le VIH/Sida, et il a exercé une influence marquée sur la stratégie nationale. Tous ces éléments font que l'égalité des sexes est désormais un principe clé de tous les programmes et budgets consacrés au VIH, et qu'elle souligne la nécessité d'améliorer les services de prévention comme les services de traitement, et d'étendre sa portée aux groupes de femmes oubliés.

SUIVI DE L'AIDE INTERNATIONALE AU DÉVELOPPEMENT

L'intégration de l'égalité des sexes dans le plan national de développement de l'**ÉTAT DE PALESTINE** a permis au premier marqueur national de mener un suivi du degré de sensibilité aux questions de genre de l'aide internationale au développement. Aujourd'hui, le gouvernement peut mesurer précisément la part de l'aide consacrée aux interventions liées aux questions de genre et à quelles activités.

LES PROGRAMMES PHARES D'ONU FEMME



GOVERNANCE ET PLANIFICATION NATIONALE

DES FINANCEMENTS PORTEURS DE CHANGEMENTS POUR L'ÉGALITÉ DES SEXES & L'AUTONOMISATION DES FEMMES



MEILLEURE PRODUCTION ET UTILISATION DES STATISTIQUES VENTILÉES PAR SEXE POUR UNE LOCALISATION DES DONNÉES, PERMETTANT D'ASSURER LE SUIVI DES ODD



EXIGEANTS DROITS AUX SERVICES DE SANTÉ REPRODUCTIVE, MATERNELLE, NÉONATALE, INFANTILE ET ADOLESCENTE (EN PROJET)





PELIN ASLANTAS

ONU Femmes/Gizem Yarbil

OÙ JE ME TIENS

Pelin Aslantas, 43 ans, est la seule conductrice de bus de la ville d'Edirne, au nord-ouest de la Turquie, où ONU Femmes a dispensé une formation à la budgétisation basée sur l'analyse du genre aux agentes et agents de la municipalité, de sorte que lorsque les budgets sont planifiés, ils prennent en compte les besoins de toutes et tous, hommes comme femmes. Son travail s'inscrit dans le cadre des nouveaux objectifs de développement durable. L'ODD n° 8 promeut une croissance économique durable, continue et inclusive, des emplois productifs et des conditions de travail décentes pour tous ; l'ODD n° 11 vise à rendre les villes inclusives, sûres, résilientes et durables, notamment en développant les réseaux de transport public et en prêtant une attention particulière aux besoins des femmes.

« Je suis la seule femme conductrice de bus de la ville, parmi 202 collègues masculins ».



« Je suis la seule femme conductrice de bus de la ville, parmi 202 collègues masculins. J'ai toujours voulu conduire de gros engins. J'ai appris à conduire quand j'avais 10 ans avec le 4x4 de mon père, mais c'est ma mère qui m'a donné des leçons.

Un jour, mon fils est tombé sur un appel à candidatures pour des conductrices de bus sur le site Internet de la municipalité. J'étais très intéressée, mais j'ai dû obtenir un permis spécial pour les transports publics, qui est dix fois plus difficile que le permis de conduire classique. Au début, mes collègues masculins étaient surpris en me voyant. Entre eux, ils disaient que j'allais avoir un accident ou démissionner très rapidement. Après quelque temps, ils se sont rendu compte que je suis une très bonne conductrice.

C'est un travail très difficile. Les rotations sont très longues et nous n'avons qu'un seul jour de repos. Pour mes collègues masculins, la journée de travail s'arrête là et ils peuvent se reposer en rentrant chez eux. Moi quand j'arrive à la maison, je me lave les mains et vais directement à la cuisine. J'ai l'impression que conduire un bus est plus reposant.

J'aime ce que je fais, sinon je ne pourrais pas faire ce travail. Ma seule règle dans la vie c'est de continuer ce que j'ai commencé. Je ne baisse pas les bras, et je continuerai à faire ce travail aussi longtemps que je peux ».

FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE DES NATIONS UNIES POUR L'ÉLIMINATION DE LA VIOLENCE À L'ÉGARD DES FEMMES

Photo : Mme Ndyandin Dawara, originaire de Gambie, ne soumettra pas sa fille à la mutilation génitale féminine. Elle a pris cette décision après avoir suivi une formation facilitée grâce à l'octroi d'une subvention du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes.



Mme Ndyandin Dawara a pris la décision historique de briser une longue tradition dans sa communauté en **GAMBIE**. Elle refuse de soumettre sa petite fille à la mutilation génitale féminine, une violation qui peut entraîner des problèmes de santé invalidants et avoir d'autres conséquences à vie. Mme Dawara a pris sa décision après avoir participé à une formation sur l'élimination de la pratique, organisée par GAMCOTRAP, un groupe de défense. Elle fait partie des organisations dans le monde qui transforment la vie de femmes et de filles par le biais du soutien du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes.

Cette formation a appris à Mme Dawara comment d'autres femmes, provenant du même milieu, ont décidé d'abandonner la pratique de la mutilation génitale féminine. Elle lui a donné de l'espoir. « Nous devons nous efforcer de changer les mentalités », a-t-elle déclaré, soulignant que toutes les femmes et les filles devraient pouvoir vivre sans être soumises à cette pratique préjudiciable. Même son mari est maintenant impliqué, décidé à protéger sa propre fille et toutes les autres dans sa communauté. Il a également participé à la formation, et dénonce auprès de la communauté et d'autres hommes les répercussions dramatiques de la mutilation génitale féminine.

À ce jour, GAMCOTRAP a rallié les chefs de villages de 58 communautés en soutien à l'abandon de la pratique de la mutilation génitale féminine. Le groupe a organisé des formations pour les dirigeants communautaires et des ateliers visant à permettre à plus de 300 femmes d'accéder à l'autonomisation afin qu'elles revendiquent leurs droits et ceux de leurs filles. Parmi les jeunes mères, 64 pour cent ont indiqué qu'elles ne soumettraient pas leur fille à cette pratique et, pour la première fois, les dirigeants communautaires discutent des solutions pour protéger les filles et leurs communautés. En 2015, la Gambie a adopté une loi qui criminalise et

interdit la mutilation génitale féminine, ce qui représente un jalon majeur, amorcé en partie dans le cadre de la campagne de plaidoyer à long terme que mène GAMCOTRAP.

Ces résultats viennent s'ajouter à une longue série d'accomplissements célébrés en 2016 alors que le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies célèbre son 20e anniversaire. Il s'agit du seul mécanisme international d'octroi de subventions exclusivement dédié à l'élimination de toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles. Administré par ONU Femmes pour le compte du système des Nations Unies, à ce jour, le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies a soutenu 426 initiatives dans 136 pays et territoires par le biais de subventions totalisant 116 millions de dollars des États-Unis. En 2015, le Fonds a octroyé 12,86 millions de dollars des États-Unis par le biais de 33 subventions couvrant 29 pays et territoires, qui ont bénéficié à au moins un million de femmes, de filles, d'hommes et de garçons.

S'appuyant sur deux décennies de résultats et d'éléments factuels probants, le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies a affiné ses stratégies pour optimiser les impacts et faire face aux défis toujours plus présents. Il souligne l'importance de la prévention de la violence à l'égard des femmes et des filles — souvent au travers d'interventions dans les communautés visant à remettre en cause la discrimination basée sur le genre qui sous-tend la violence. Le Fonds se focalise sur des initiatives qui promettent un changement durable, notamment par leur institutionnalisation dans les programmes nationaux officiels pour prévenir et éliminer la violence.

En 2015, parmi les autres bénéficiaires de subventions figurait *The Story Kitchen* au **NÉPAL**, dans le cadre de la mise en œuvre du projet « SAHAS (Courage) for Justice » dans 10 districts. Il permet aux femmes qui ont survécu à des conflits et des actes de violence d'acquérir de nouvelles compétences pour accéder à la justice, y compris en témoignant devant la commission Vérité et réconciliation nationale. Lors

d'ateliers, les survivantes partagent leurs expériences et se sentent peu à peu à l'aise pour aborder des problèmes qu'elles avaient longtemps gardés pour elles-mêmes. Comme se souvient l'une des participantes : « J'avais perdu le sourire depuis que j'avais vu 15 personnes se faire tuer sous mes yeux. Après avoir été à cet atelier et avoir rencontré d'autres femmes, j'ai retrouvé le sourire ». Parmi les efforts complémentaires déployés figure l'amélioration de la qualité des reportages dans les médias sur la violence à l'égard des femmes et des filles. De nouvelles directives aident les journalistes à couvrir le sujet dans des situations de conflit d'une manière plus sensible et plus responsable, avec le soutien d'une consultation nationale qui a permis de développer un ensemble de normes plus étendu sur les méthodes de reportage éthique.

Mme Najoti kudakon, une autre bénéficiaire du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies, a offert une bouée de sauvetage aux femmes qui vivent dans les zones rurales du **TADJIKISTAN** en améliorant leur accès aux services de protection de base et en contribuant à la mise en vigueur d'une nouvelle législation sur la violence domestique. En dehors du fait qu'elle dirige l'unique abri qui existe pour les victimes de violence domestique dans le pays, *Mme Najoti kudakon* aide à étendre les réseaux d'assistance par la mise en place de groupes de soutien de femmes dans les régions reculées. Les participantes sont devenues des mobilisatrices communautaires actives qui organisent des événements, et créent et partagent des informations sur la nouvelle loi et sur les droits des femmes. De plus, les groupes sont rapidement devenus des mécanismes d'orientation efficaces pour les victimes de violence, en améliorant leur accès à une variété de services, dont une assistance juridique pour aider à porter les recours devant les tribunaux.

La liste complète des bénéficiaires du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies en 2015 est disponible ici : www.unwomen.org/fr/trust-funds/un-trust-fund-to-end-violence-against-women/grantees



20 ans

de Fonds d'affectation spéciale pour mettre fin à la violence contre les femmes

En

20 ans,

le Fonds a soutenu

426 initiatives

dans

136 pays,

par le biais de subventions totalisant

116 millions de dollars des États-Unis

En 2015, le Fonds a octroyé

12,86 millions de dollars des États-Unis

par le biais de

33 subventions

couvrant

29 pays,

et territoires, qui ont bénéficié à au moins

un million

de femmes, de filles, d'hommes et de garçons

La liste complète des bénéficiaires du Fonds de l'ONU est disponible ici : www.unwomen.org/fr/trust-funds/un-trust-fund-to-end-violenceagainst-women/grantees.

FONDS POUR L'ÉGALITÉ DES SEXES

Photo : Mme Ana Isabel González participe au programme Hackatón Femenino dans le cadre d'une initiative au Costa Rica qui encourage les jeunes femmes à s'engager dans le domaine des technologies. Le programme est soutenu par le Fonds d'affectation spéciale d'ONU Femmes pour l'égalité des sexes.



Lorsque Pamela Araya était une jeune fille, elle vivait dans une zone rurale du **COSTA RICA** et adorait démonter des ordinateurs. En grandissant, elle a réalisé qu'elle souhaitait créer des programmes informatiques. Mme Araya est allée étudier le génie informatique à l'Institut de technologie du Costa Rica au nord de San Carlos. Du fait qu'elle venait d'une zone rurale pauvre, la pression sociale qu'elle a subie l'incitant à poursuivre une carrière « plus féminine » a été intense. Mais Mme Araya refusait de changer d'avis. Aujourd'hui, cette femme de 22 ans suit un stage en tant que développeuse de logiciel junior dans une société de génie logiciel. « Je me sens forte, comme si j'étais capable d'accomplir beaucoup de choses », dit-elle fièrement.

Le parcours de Mme Araya vers l'autonomisation dans le secteur des technologies où les hommes occupent une place dominante a été facilité grâce au Technological Café, un événement organisé par la coopérative

Sulá Batsú, avec le soutien du Fonds d'affectation spéciale d'ONU Femmes pour l'égalité des sexes. L'événement a permis de réunir un vaste éventail d'entrepreneuses et de responsables technologiques dynamiques pour encadrer les jeunes femmes comme Mme Araya. Poursuivant ses rêves, elle participe aujourd'hui à une série continue d'événements Technological Café en tant que leader et mentor accompli. « C'est difficile de faire la connaissance d'autres femmes qui étudient la technologie, car elles sont si peu nombreuses. Je suis ravie de pouvoir en rencontrer et de leur parler. Il n'y a rien qu'une femme ne puisse accomplir ; ce sont des mythes du passé. »

La coopérative Sulá Batsú a invité des étudiantes et étudiants, des parents, du personnel enseignant, des professionnels des TIC, des entrepreneuses et entrepreneurs et des universitaires dans le nord du Costa Rica, en particulier dans les zones rurales, à participer à une initiative visant à remettre en

cause les stéréotypes qui empêchent les filles et les femmes de poursuivre les études ou des carrières professionnelles dans le secteur des technologies. En plus des Technological Cafés, la coopérative a sponsorisé le tout premier événement Hack-a-thon féminin d'Amérique centrale, où neuf groupes de jeunes femmes, mesurant leurs compétences dans le cadre d'un marathon de programmation de 36 heures, ont développé des logiciels et des applications pour résoudre les problèmes sociaux auxquels sont confrontées les femmes et les filles dans les zones rurales. Par l'organisation de débats publics et d'activités de sensibilisation, un réseau de femmes et de filles issu du programme encourage l'implication des femmes des zones rurales dans les TIC.

En tant que dispositif international d'octroi de subventions, le Fonds d'affectation spéciale pour l'égalité des sexes soutient l'autonomisation économique et politique des femmes

dans le monde entier. Il finance les initiatives à fort impact que mènent des organisations dirigées par des femmes et qui aboutissent à des résultats concrets, particulièrement pour les femmes et les filles les plus marginalisées. En 2015, le Fonds a consacré 7,6 millions de dollars des États-Unis à 53 programmes actifs, et il a octroyé 7,3 millions de dollars des États-Unis en 24 nouvelles subventions à l'issue d'un processus de sélection rigoureux portant sur 1.400 soumissions. Le portefeuille total du Fonds comprend aujourd'hui 120 programmes d'une valeur de 64 millions de dollars des États-Unis. Son étendue géographique couvre 80 pays, et certaines activités ont été lancées pour la première fois en Albanie, en Arménie, au Bénin, en Haïti, au Honduras, au Mali, aux Samoa et en Turquie.

En 2015, les programmes ont profité à 218 000 bénéficiaires. Ils ont permis de renforcer le leadership et la participation politique des femmes ; d'approfondir leurs compétences pour obtenir des emplois de qualité ; de faciliter leur accès aux droits fonciers, au crédit et à la protection sociale ; et de soutenir leurs capacités à influencer les politiques et les programmes publics. En tant que fervent défenseur du rôle transformateur que joue la société civile dans la réalisation du développement durable, le Fonds apporte une assistance continue qui permet aux bénéficiaires de subventions de poursuivre des initiatives plus efficaces axées sur des résultats.

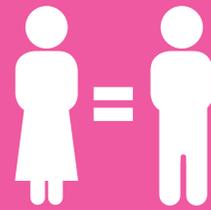
Parmi les autres accomplissements réalisés récemment par les bénéficiaires de subventions figurent les 50 groupes de soutien par les pairs, mis en place par KWIECO en **TANZANIE**. Grâce à ces groupes, 1.155 femmes ont pu regrouper leurs économies et contracter des emprunts pour lancer de petites entreprises. Une portion des économies est réservée à des besoins d'urgence, comme un traitement médical. À la fin de l'année 2015, les groupes avaient économisé près de 673 000 dollars des États-Unis et octroyé plus de 3.500 prêts. Plus de 950 femmes ont ainsi augmenté leurs

revenus. Elles ont également amélioré leurs connaissances concernant leurs droits et les systèmes de protection juridique, et 200 d'entre elles ont été capables de remplir leurs réclamations juridiques, par exemple, pour régler des litiges fonciers ou pour obtenir une pension alimentaire pour leurs enfants dans des affaires de divorce.

L'initiative Salheya — dirigée par le ministère du Travail de l'**ÉGYPTE** en collaboration avec l'Université américaine du Caire — est à l'origine de la création d'une unité spécialisée au sein du ministère en vue de réaliser des audits de genre dans les sociétés privées et publiques, d'intégrer les principes régissant l'égalité des sexes sur le lieu de travail et de former plus de 400 fonctionnaires ministériels sur l'équité entre les sexes sur le marché du travail. Le programme a également aidé plus de 1.300 femmes à approfondir leurs compétences productives, et 500 autres ont trouvé un emploi ou fondé leur propre entreprise en s'inspirant de plusieurs modèles de partenariat avec le secteur privé. Quatre unités mobiles ont été mises sur pied afin de dispenser des formations techniques continues aux femmes dans les régions reculées du gouvernorat d'ach-Charqiya, et deux expositions permanentes ont été établies en tant que plateformes de marketing pour y présenter les produits des femmes.

Une initiative régionale en **ASIE DU SUD-EST** — sous la conduite du Comité d'action internationale pour la promotion de la femme — a renforcé les capacités de 90 jeunes militantes pour influencer les politiques nationales et régionales. Parmi les résultats figurait la reconnaissance de la violence dans les fréquentations par le Comité national de la CEDAW au **VIET NAM** comme une forme de violence à l'égard des femmes. Au **TIMOR-LESTE**, le Comité de la CEDAW a recommandé de prendre des mesures pour assister les jeunes femmes qui abandonnent l'école durant leur grossesse.

La liste complète des bénéficiaires du Fonds en 2015 est disponible ici : <http://www.unwomen.org/fr/trust-funds/fund-for-gender-equality/grantees>



CHIFFRES SUR LE FONDS POUR L'ÉGALITÉ DES SEXES

53 programmes actifs
d'une valeur de
28,3 millions de
dollars

24 nouvelles initiatives
financées par de nouvelles
subventions totalisant
7,3 millions de dollars

Le portefeuille total compte
120 programmes
dans
80 pays,
représentant des
investissements
d'un total de
64 millions de dollars

La liste complète des bénéficiaires du Fonds de l'ONU est disponible ici : www.unwomen.org/fr/trust-funds/fund-for-gender-equality/grantees.

À LA TÊTE DES EFFORTS DE L'ONU EN FAVEUR DE L'ÉGALITÉ



ONU Femmes est mandatée pour mener les initiatives coordonnées du système des Nations Unies visant à instaurer l'autonomisation des femmes afin de pouvoir accélérer les progrès en s'appuyant sur les ressources et les expériences collectives. Dans une évaluation récente, les États membres des Nations Unies ont indiqué que l'égalité des sexes représente l'un des deux domaines principaux où les contributions du système de développement des Nations Unies ont le plus d'impact. ONU Femmes ouvre la voie en menant des actions de plaidoyer conjointes et en élaborant des programmes qui permettent de faire progresser le changement sur le terrain ainsi qu'en s'appuyant sur des pratiques internes qui appellent à la redevabilité des dirigeants des entités des Nations Unies à tous les niveaux pour l'égalité des sexes.



LA CAMPAGNE DES NATIONS UNIES RALLIE LES ATHLÈTES À LA LUTTE CONTRE LA VIOLENCE

Les filles envoient des coups de pied et virevoltent en frappant avec les poings, les coudes, les genoux et le menton. En tant que praticiennes de « l'art des huit membres » — un art martial que l'on appelle le « Muay-Thai » — non seulement les filles découvrent la puissance de leur propre corps, mais elles apprennent également à être indépendantes et à se protéger.

Le Muay-Thai est un sport qui attire de plus en plus d'adeptes en Asie et ailleurs — et un moyen qui permet de diffuser, tant aux jeunes hommes qu'aux jeunes femmes, des messages sur l'égalité des sexes et de forger des relations saines. Pour s'assurer que ces messages sont largement diffusés, la campagne TOUS UNIS pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes du Secrétaire général des Nations Unies, dirigée par ONU Femmes, s'est associée au Conseil mondial de Muay-Thai et à la Fédération internationale des amateurs de Muay-Thai pour remettre en cause les normes sociales préjudiciables qui sous-tendent la violence basée sur le genre.

En 2015, les activités de plaidoyer de la campagne TOUS UNIS se sont focalisées sur la prévention de la violence, et le sport était l'un des points de départ du ciblage de nouveaux publics — à l'occasion de matches de football en Somalie et de marathons au Cambodge, ou dans le monde du cyclisme au El Salvador et les sports acrobatiques au Maroc. À l'échelle mondiale, la campagne TOUS UNIS lance chaque année l'appel de plus en plus reconnu de la campagne « orangez le monde » lors des 16 jours d'activisme contre la violence faite aux femmes, du 25 novembre au 10 décembre. Des personnes dans plus de 80 pays, issues de tous milieux, ont exprimé leur soutien à l'élimination de la violence contre les femmes en participant à des marches, des festivals de films, des représentations et des débats. Un nombre record de 310 millions d'utilisatrices et utilisateurs des médias sociaux se sont connectés en ligne en 2015, et les médias étaient au rendez-vous chaque année pour couvrir les événements. La campagne TOUS UNIS a publié une liste toujours plus longue des accomplissements réalisés dans chaque pays, y compris la première initiative amorcée par des hommes pour stopper la violence en Géorgie.

Quant aux adeptes du Muay-Thai, un programme a été élaboré en 2015 pour leur apprendre à dénoncer la violence lors de leurs déplacements quand ils viennent présenter leur sport dans des clubs et des centres de remise en forme. Le champion du monde MAX Muay-Thai, le boxeur Buakaw Banchamek, a participé à un avis d'intérêt public pour stopper le harcèlement sexuel. Lors de la Coupe du monde (Royal World Cup) de Muay-Thai à Bangkok, une fédération couvrant 23 autres sports comme l'aïkido et la boxe a pris l'engagement de promouvoir, de manière similaire, l'égalité des sexes et de former les entraîneurs et les athlètes à la prévention de la violence.



Photos : Des gens issus de tous les milieux ont répondu à l'appel à « Orangez le monde » pour un avenir meilleur sans violence à l'égard des femmes et des filles. Page opposée, de gauche à droite : Un rallye de cyclistes aux Maldives ; de jeunes hommes promeuvent la cause en Tanzanie ; la marche des femmes noires contre le racisme et la violence au Brésil. Cette page, de haut en bas : Une séquence vidéo présentant la star du Muay-Thai, M. Buakaw Banchamek ; les célèbres ruines de Pétra en Jordanie illuminées en orange ; la chanteuse sénégalaise Mme Coumba Gawlo Seck en concert.



En 2015, avant la campagne

TOUS UNIS

a touché

310 millions de personnes

sur les médias sociaux lors des

16 jours d'activisme

64 entités des Nations Unies

ont soumis des rapports sur le Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes (SWAP) en 2015

Plus de

11.500 membres du personnel des Nations Unies

ont suivi le cours « I Know Gender », l'un des nombreux cours en ligne proposés par le centre de formation d'ONU Femmes

À la fin de l'année 2015,

21 entités des Nations Unies

ont fait appel aux marqueurs de l'égalité des sexes pour mener un suivi des affectations des financements et des dépenses (contre 11 en 2013)

SUIVI DES PRATIQUES À L'ÉCHELLE DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES

Par un appui personnalisé aux programmes de promotion de l'égalité des sexes et aux pratiques organisationnelles, ONU Femmes a permis d'augmenter considérablement le nombre d'entités des Nations Unies qui respectent, voire dépassent les exigences prévues au Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-SWAP), qui a été développé par ONU Femmes. La proportion est passée à 57 pour cent en 2015, contre seulement 31 pour cent il y a tout juste trois ans, et plus de 90 pour cent de l'ensemble des agences et départements de l'ONU aujourd'hui ont recours au SWAP.

Par le biais d'efforts de coordination, de plaidoyer et de renforcement des capacités, à ce jour, ONU Femmes a assisté un grand nombre d'entités avec l'application de marqueurs de l'égalité des sexes pour mener un suivi des financements consacrés à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes, elle a fourni des conseils sur l'amélioration de la culture organisationnelle, et a développé une stratégie relative à la parité entre les sexes pour assister le Secrétariat des Nations Unies pour attirer et retenir les talents féminins. Des efforts sont actuellement déployés pour étendre le Plan d'action afin qu'il oriente et mène un suivi de la mise en œuvre sensible au genre dans le programme de développement durable.

Compte tenu du succès de l'ONU-SWAP, le Plan a été reproduit à plusieurs occasions hors des Nations Unies, notamment par le Service de santé publique du Royaume-Uni en 2015. L'engagement à résoudre les problèmes de sous-représentation des femmes dans des postes de direction a été respecté dans tous les hôpitaux. Une campagne interne a démarré pour réaliser un objectif de parité entre les sexes d'ici 2020.

LA COOPÉRATION POUR FORMULER UNE LOI

Cela fait plusieurs décennies que les défenseuses et défenseurs des femmes en Chine appellent à l'adoption d'une disposition législative sur la violence au foyer — un objectif enfin atteint en 2015 — notamment grâce aux activités de plaidoyer et à l'expertise d'une Équipe spéciale des Nations Unies codirigée par ONU Femmes et l'UNICEF. Alors qu'autrefois la violence dans les foyers était considérée comme une affaire familiale d'ordre privé, l'approche de la loi adoptée est complète et couvre toutes les formes de violence à l'égard de tous les membres de la famille, y compris les femmes, les enfants, les personnes âgées et les personnes en situation de handicap. Sept agences des Nations Unies — ONU Femmes, l'UNICEF, le FNUAP, l'UNESCO, le PNUD, l'OIT et l'OMS — ont réuni l'expertise internationale considérable dont elles disposent sur tous ces groupes et ont travaillé ensemble pour aider à affiner les éléments qui font désormais partie de la loi, comme les dispositions relatives aux ordonnances et aux services intégrés de protection de la sécurité des personnes, afin que les victimes de violence puissent rapidement accéder à toutes les formes de soutien dont elles ont besoin.

AVIS D'EXPERTE

Réorganisation du système afin d'en optimiser l'efficacité pour les femmes



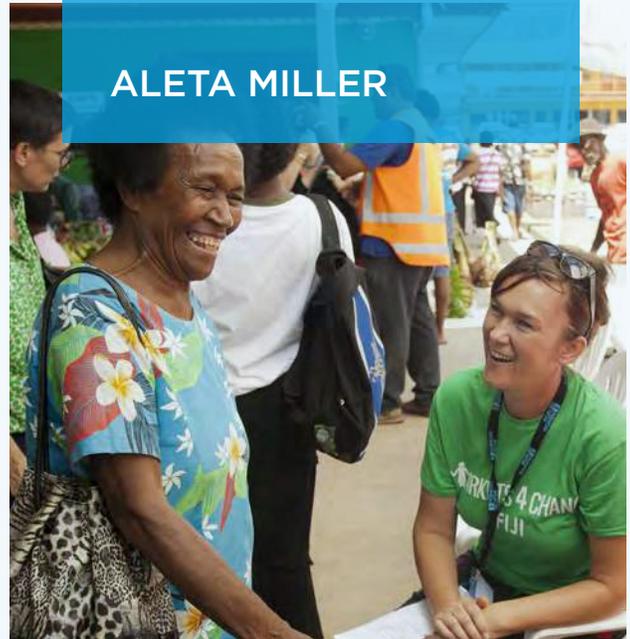
« Il existe un proverbe selon lequel, « si tu veux aller vite, marche seul, mais si tu veux aller loin, marchons ensemble ». Je pense que c'est ce qui a caractérisé les

interventions face au cyclone Winston. Le gouvernement des îles Fidji a appliqué le système de groupes pour coordonner les efforts visant à répondre à différents besoins, comme des abris ou des soins médicaux, en réunissant les départements gouvernementaux, les organismes des Nations Unies, les ONG et les groupes communautaires disposant des ressources et des relations les plus utiles, non seulement pour identifier les écarts, mais aussi pour les combler.

C'est la première fois qu'ONU Femmes a exercé un rôle de direction dans le système de groupes des îles Fidji, codirigeant à la fois le groupe Sécurité et Protection, en collaboration avec l'UNICEF et le sous-groupe Violence basée sur le genre dans les situations d'urgence, qui dépendent tous deux du ministère de la Femme, de l'Enfance et de la Lutte contre la pauvreté. L'expérience a été extrêmement positive, avec une collaboration efficace entre les acteurs chargés de la protection des femmes et des enfants et les défenseurs des personnes en situation de handicap et des populations LGBTI. Le groupe Sécurité et Protection a mené une évaluation multipartenaires de grande envergure portant sur la protection — le seul groupe à le faire — et les organismes des Nations Unies, le gouvernement, et les ONG internationales et nationales ont collecté des informations provenant des régions affectées pour générer des connaissances communes permettant de déterminer les aspects et les personnes auxquels accorder la priorité.

Le groupe a développé des outils durables qui s'appliquent aussi bien dans des situations de catastrophe que dans des circonstances normales et, de notre côté, nous nous efforçons de renforcer le degré de focalisation de l'action humanitaire sur les personnes et de la rendre plus inclusive — et fondamentalement plus efficace. Par exemple, pour la première fois aux îles Fidji, les victimes de violence disposent d'une voie d'orientation nationale claire pour les aider à accéder au soutien et aux services dont elles ont besoin, auprès de n'importe quelle organisation — depuis des traitements médicaux et des services de conseil jusqu'à des services de signalement.

Ces initiatives ont été difficiles et ont nécessité une coopération et des négociations étendues, ainsi qu'un important travail de fond. Mais je pense qu'ONU Femmes a aidé à améliorer la situation des femmes à un moment où leurs besoins étaient considérables, tout en démontrant la valeur que nous pouvons apporter aux interventions dans les situations de catastrophe, à la fois sur le terrain dans les communautés affectées et au sein du système formel de coordination. C'était une belle opportunité que de pouvoir participer à la réorganisation du système afin d'en optimiser l'efficacité pour les femmes ».



ALETA MILLER

ONU Femmes/Murray Lloyd

Mme Aleta Miller est la représentante du Bureau multipays d'ONU Femmes aux îles Fidji, qui a fourni des services de protection pour promouvoir l'égalité des sexes et remédier aux vulnérabilités dans le cadre de l'intervention du système des Nations Unies face au cyclone Winston. L'ODD n° 1 vise à renforcer la résilience des personnes en situation de pauvreté et à réduire leur exposition et leur vulnérabilité face aux phénomènes extrêmes liés au climat et à d'autres catastrophes, et l'ODD n° 13 vise à renforcer la résilience et l'adaptation aux risques liés au climat et aux catastrophes naturelles.

FORGER DES PARTENARIATS POUR ACCÉLÉRER LES RÉSULTATS

Photo : Environ 40 organismes des médias ont participé au lancement du Pacte médiatique d'ONU Femmes « Franchissons le pas pour l'égalité des sexes », qui vise à renforcer la représentation des femmes dans les médias. La compagnie de radio et de télévision d'Afrique du Sud SABC, ici avec le chef et correspondant du Bureau des Nations Unies, M. Sherwin Bryce-Pease, est l'un des signataires de la déclaration inaugurale.



Le renforcement de nos différents partenariats nous aide à atteindre des résultats positifs pour les femmes. Les efforts déployés conjointement permettent de diffuser les pratiques innovantes, d'avancer des arguments convaincants et d'étendre la portée des programmes à travers l'introduction de nouvelles ressources. L'objectif d'égalité des sexes d'ici 2030 est réalisable si toutes les composantes impliquées suivent une orientation commune.

UN PACTE MOBILISE LES MÉDIAS

Certains des groupes de presse parmi les plus éminents au monde ont aujourd'hui un nouveau point commun en plus d'être très influents : ils sont devenus membres fondateurs du Pacte médiatique d'ONU Femmes « Franchissons le pas pour l'égalité des sexes » pour pallier les déséquilibres présents dans les médias.

Le Pacte intervient au lendemain de la présentation des conclusions du projet 2015 « Étude mondiale de monitoring des médias » mené par l'Association mondiale de la communication chrétienne et soutenu par ONU Femmes. Les éléments factuels provenant de plus de 100 pays ont confirmé la lenteur extrême des progrès réalisés pour résoudre les problèmes de sous-représentation des femmes dans les médias. Par exemple, les femmes ne figurent que dans 25 pour cent du contenu présenté à la télévision, à la radio et dans la presse écrite. L'enquête a donné un coup de

semence aux organismes de presse et aux salles de rédaction, auxquels il a été demandé de prendre position contre la discrimination basée sur le genre. Il s'en est suivi que les membres du Pacte médiatique ont maintenant défini des programmes d'action.

Lors du lancement du Pacte médiatique, plus de 40 signataires provenant de toutes les régions se sont engagés à remplir un rôle actif pour faire progresser les questions liées au genre dans le cadre des Objectifs de développement durable. Cet engagement a impliqué un éventail de changements concrets, comme la promotion des droits des femmes et des questions relatives à l'égalité des sexes par le biais d'une couverture médiatique, en s'assurant de l'intégration des femmes en tant que sources d'articles afin d'instaurer la parité entre les sexes au sein des effectifs des équipes éditoriales et en adoptant un code de conduite sensible au genre dans les reportages.

HEFORSHE MOBILISE LES HOMMES ET LES GARÇONS

L'engagement de plus en marqué d'ONU Femmes auprès des hommes et des garçons a incité 64 de nos bureaux de pays à se lancer dans une certaine forme de collaboration. À l'échelle mondiale, notre mouvement HeForShe mobilise les hommes et les garçons — depuis ceux qui vivent dans de petites communautés jusqu'à ceux qui dirigent des entreprises et des pays — pour en faire les promoteurs du changement en faveur de l'égalité des sexes.

Lancée en 2015, l'initiative HeForShe IMPACT 10x10x10 rassemble 10 directeurs généraux internationaux, 10 chefs d'État et de gouvernement et 10 présidents d'universités pour propulser un changement descendant, par un renforcement de la participation des femmes au leadership et dans l'ensemble des industries, comme le secteur des hautes technologies. Lors du Forum économique mondial qui s'est tenu à Davos en 2016, l'Ambassadrice de bonne volonté d'ONU Femmes Emma Watson a participé au lancement du *Rapport inaugural HeForShe sur la parité dans les entreprises*, qui portait sur l'égalité des sexes dans les entreprises des 10 directeurs généraux.

Pour la première fois, ces grandes entreprises internationales ont ouvertement publié des données complètes sur la diversité du genre, y compris aux niveaux de la direction et des conseils d'administration. Bien que la représentation globale des femmes au sein des effectifs frôle les 40 pour cent, l'exercice a permis de déterminer que leur niveau de participation aux postes de haute direction varie d'un taux faible de 11 pour cent jusqu'à un maximum de 43 pour cent. Ces chiffres se situent au-dessus des moyennes mondiales, mais ils ne reflètent pas la parité requise pour l'égalité des sexes.

HeForShe a inspiré plus de 200 clubs d'étudiants dans des universités du monde entier. 2015 a marqué le lancement de la tournée inaugurale « GetFree University Tour ». Faisant étape dans de grandes universités en France et au Royaume-Uni, la tournée a encouragé 110 000 étudiants à réfléchir sur la manière par laquelle ils pourraient apporter des contributions dynamiques à l'égalité des sexes.

LES ENTREPRISES ADHÉRENT AU MOUVEMENT

À la veille de l'adoption du Programme 2030, ONU Femmes a rejoint le Groupe Alibaba et la Fondation Bill et Melinda Gates pour organiser un Forum des femmes et hommes d'affaires et des philanthropes aux Nations Unies. Alors que les chefs d'État et de gouvernement étaient réunis aux Nations Unies à proximité, les dirigeants de 30 entreprises et de 10 fondations se sont engagés à renforcer les financements en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes — à hauteur de 20 millions de dollars des États-Unis. En dehors des deux coorganisateur, les contributeurs supplémentaires comprenaient l'Open Society Foundation, MasterCard, la State Bank of India et le Groupe Kledu du Mali.



Plus de
1.000 sociétés
ont adhéré aux Principes
d'autonomisation des femmes*

Plus de
700.000 hommes
ont adhéré à la campagne HeForShe

**38 Groupes consultatifs
de la société civile**
mènent des activités aux niveaux
national, régional et mondial, dans
plus de
70 pays

14 Comités nationaux
soutiennent notre travail dans
4 continents

Plus de
40 groupes de presse
ont adhéré à notre Pacte médiatique
« Monde 50-50 en 2030 : franchissons
le pas pour l'égalité des sexes »

* Les données portent sur les résultats obtenus en collaboration avec les partenaires au cours de la période 2014-2015.

Pour encourager le secteur privé à contribuer à l'avancement de l'égalité des sexes sur le lieu de travail, sur le marché et dans les communautés, ONU Femmes et le Pacte mondial des Nations Unies ont appelé les entreprises à adhérer aux Principes d'autonomisation des femmes (PAF). En 2015, le nombre total de signataires était de 1.000, et plus de 500 entreprises se sont inscrites à un événement PAF de deux jours lancé par un discours d'ouverture d'Hilary Clinton.

À l'occasion de l'édition 2016 de la Journée internationale de la femme, ONU Femmes et le Pacte mondial des Nations Unies se sont joints à 35 marchés boursiers de chaque région du monde pour faire sonner leurs cloches d'ouverture ou de fermeture afin de sensibiliser le public à la question de l'égalité des sexes. À Santiago, 800 dirigeants d'entreprises et de gouvernements se sont rassemblés pour exprimer leur soutien. La bourse de Dhaka a fait ressortir la faible partici-

Partenaires solides : L'Ambassadrice de bonne volonté d'ONU Femmes Emma Watson a lancé le Rapport HeForShe sur la parité lors du Forum économique mondial. L'Ambassadrice de bonne volonté d'ONU Femmes Nicole Kidman s'est faite le porte-drapeau d'une campagne visant à éliminer la violence à l'égard des femmes en Australie. Le tout premier forum des jeunes à la Commission de la condition de la femme a rassemblé 300 jeunes participantes et participants.



pation des femmes aux sièges de conseils d'administration des sociétés cotées, et elle a annoncé le lancement d'une enquête visant à orienter les étapes de renforcement de la participation des femmes. Une session d'une demi-journée à la bourse de Nairobi a permis de dresser un profil des meilleures pratiques employées par les sociétés pour promouvoir l'autonomisation des femmes, et des orateurs à Amman ont souligné les améliorations qu'offre la diversité des genres sur les performances des entreprises.

La collaboration avec Coca-Cola, le plus ancien partenaire du secteur privé d'ONU Femmes, s'est focalisée sur le développement de l'entrepreneuriat et du leadership social des femmes au **BRÉSIL**, en **ÉGYPTE** et en **AFRIQUE DU SUD**. Par exemple, au Brésil, des formations ont permis à 21 500 femmes d'améliorer leurs compétences dans les affaires et de renforcer les coopératives de recyclage. Plus de 23 000 femmes en Afrique du Sud ont appris des concepts de base en gestion commerciale qui leur ont permis de renforcer leur niveau de confiance et ont servi de fondation solide au lancement de projets d'entreprises rentables.

LA SOCIÉTÉ CIVILE FAIT PROGRESSER LE PROGRAMME 2030

Les groupes de la société civile et le mouvement des femmes constituent des partenaires essentiels dans grand nombre d'activités de plaidoyer et de programmes qu'ONU Femmes mène en faveur de l'autonomisation des femmes. Nous avons soutenu les coalitions féministes de la société civile, y compris des groupes communautaires, au cours des négociations en 2015 qui ont été organisées avant le Programme d'action d'Addis-Abeba sur le financement pour le développement. Ces groupes ont joué un rôle majeur dans l'avancement des engagements relatifs à l'égalité des sexes pris par les États membres des Nations Unies. Lorsque les chefs d'État et de gouvernement ont adopté le Programme 2030, en parallèle, ONU Femmes a organisé des consultations avec les représentants de la société civile pour identifier les priorités de l'instauration de l'égalité des sexes d'ici 2030, y compris la mise en œuvre d'activités en vertu de l'objectif distinct relatif à l'égalité des sexes.

À la fin de l'année, le Global Civil Society Dialogue (Dialogue mondial avec la société civile) a rassemblé les membres du réseau de Groupes consultatifs de la société civile (CSAG - Civil Society Advisory Groups) d'ONU Femmes et d'autres représentants de la société civile actifs aux niveaux national, régional et mondial. Le réseau a discuté des stratégies pour réaliser les ambitions élevées du Programme 2030, notamment à travers un cercle en pleine expansion de collaboration rapprochée avec des hommes et des garçons, des organisations confessionnelles, des syndicats, les jeunes et des mouvements environnementaux. Une nouvelle stratégie des CSAG, lancée par ONU Femmes, permettra de renforcer davantage la société civile et les mouvements de femmes en vue de promouvoir la mise en vigueur des engagements portant sur l'égalité des sexes.

LES JEUNES FAÇONNENT L'AVENIR

La génération actuelle de jeunes est la plus grande de l'histoire, et elle a un rôle essentiel à jouer dans le façonnement d'un avenir plus équitable et plus juste. En 2015, après avoir déjà mis en place des partenariats avec des jeunes issus de plus de 30 pays et à l'échelle mondiale, ONU Femmes a élaboré une stratégie en faveur de l'autonomisation des jeunes, tant les femmes que les hommes, pour faire avancer l'égalité des sexes.

En 2016, à l'occasion de la réunion de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies, ONU Femmes — en collaboration avec la YWCA et le Groupe de travail des Nations Unies sur les jeunes et l'égalité des sexes — a inauguré le premier Forum des jeunes organisé dans le cadre de la réunion. Trois cents jeunes participants ont apporté des contributions dynamiques et inspirantes à la réunion, affirmant qu'ils sont prêts à endosser leur rôle dans l'instauration de l'égalité des sexes d'ici 2030. Comme l'a déclaré Mme Vanessa Anyoti, une représentante qui a soumis à la Commission des recommandations émanant du Forum : « Les ODD concernent notre vie PRÉSENTE et notre avenir collectif ».

LES COMITÉS NATIONAUX MÈNENT DES CAMPAGNES DE FINANCEMENT ET DE SENSIBILISATION

ONU Femmes s'associe à 14 Comités nationaux, des organisations indépendantes non gouvernementales qui s'emploient à soutenir notre travail en faveur des femmes. En 2015 par exemple, le Comité de l'**ISLANDE** a levé 100 000 dollars des États-Unis pour former des agents de contrôle des frontières et charger des unités mobiles d'aider les réfugiées à la frontière de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine et de la Serbie.

En **AUSTRALIE**, le Comité a conclu un accord avec l'agence publicitaire BMF pour créer une campagne unique, gratuitement, sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles. Dans le cadre de la campagne sur Twitter #FaceltTogether, menée en collaboration avec l'Ambassadrice de bonne volonté d'ONU Femmes Nicole Kidman, des personnes ont téléchargé leur photo sur Internet pour créer un « visage » en évolution constante des personnes qui soutiennent l'élimination de la violence.

ÉTATS FINANCIERS 2015

ONU Femmes remercie sa famille de donateurs, de plus en plus nombreuse, pour son engagement. En 2015, le nombre de pays qui ont apporté des contributions en ressources ordinaires (de base) aux revenus d'ONU Femmes a atteint un nouveau record, avec 146 gouvernements donateurs, ce qui nous rapproche de notre objectif de 150 États membres contributeurs.

Et pourtant, l'année 2015 a également été marquée par des difficultés imprévues en ce qui concerne les ressources ordinaires (de base), du fait des effets négatifs des taux de change. Le total des revenus provenant de contributions volontaires en 2015 s'élève à 307 millions de dollars des États-Unis, ce qui représente une baisse de 5,1 % par rapport aux 322,8 millions de dollars des États-Unis enregistrés en 2014.

Le total des contributions pour 2015 comprenait 136,1 millions de dollars de ressources ordinaires (de base) (contre 163,7 millions de dollars des États-Unis en 2014) et 171 millions de dollars des États-Unis d'autres ressources (contre 159,2 millions de dollars des États-Unis en 2014). La hausse de ses revenus provenant d'autres ressources est très encourageante, et ONU Femmes mettra tout en œuvre pour redonner à ses revenus provenant de ressources ordinaires (de base) le dynamisme des années précédentes, en intensifiant davantage le dialogue et les efforts de mobilisation de ressources auprès de nos donateurs.

État des résultats financiers

(en milliers de USD)

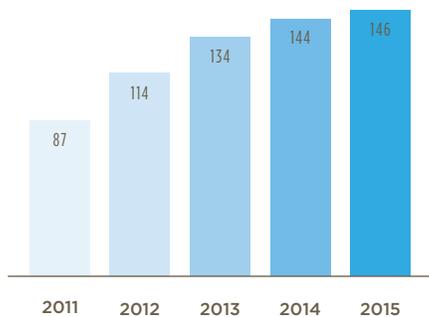
pour l'exercice terminé au 31 décembre 2015

	TOTAL
REVENUS	
Contributions	
Ressources ordinaires	136.054
Autres ressources	170.926
Ressources estimées	7.505
Revenus de placements	2.840
Autres revenus	1.543
Revenus : opérations de change	120
TOTAL DES REVENUS	318.988
TOTAL DES DÉPENSES	314.974
EXCÉDENT/(DÉFICIT) POUR L'EXERCICE	4.014

NOTES :

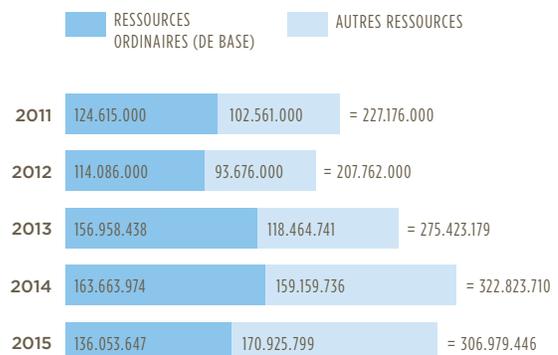
1. Ces états financiers ont été élaborés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, conformément aux Normes comptables internationales du secteur public (IPSAS). Selon la comptabilité d'exercice, les revenus et les dépenses sont comptabilisés dans la période des états financiers à laquelle ils se rattachent.
2. Les contributions mises en recouvrement sont inscrites à titre de dotation annuelle du budget ordinaire des Nations Unies et sont mises en recouvrement et approuvées pour une période budgétaire de deux ans. Le montant de ces contributions est ensuite réparti de manière proportionnelle entre les deux années.

Nombre de gouvernements ayant apporté des contributions de base 2010-2015



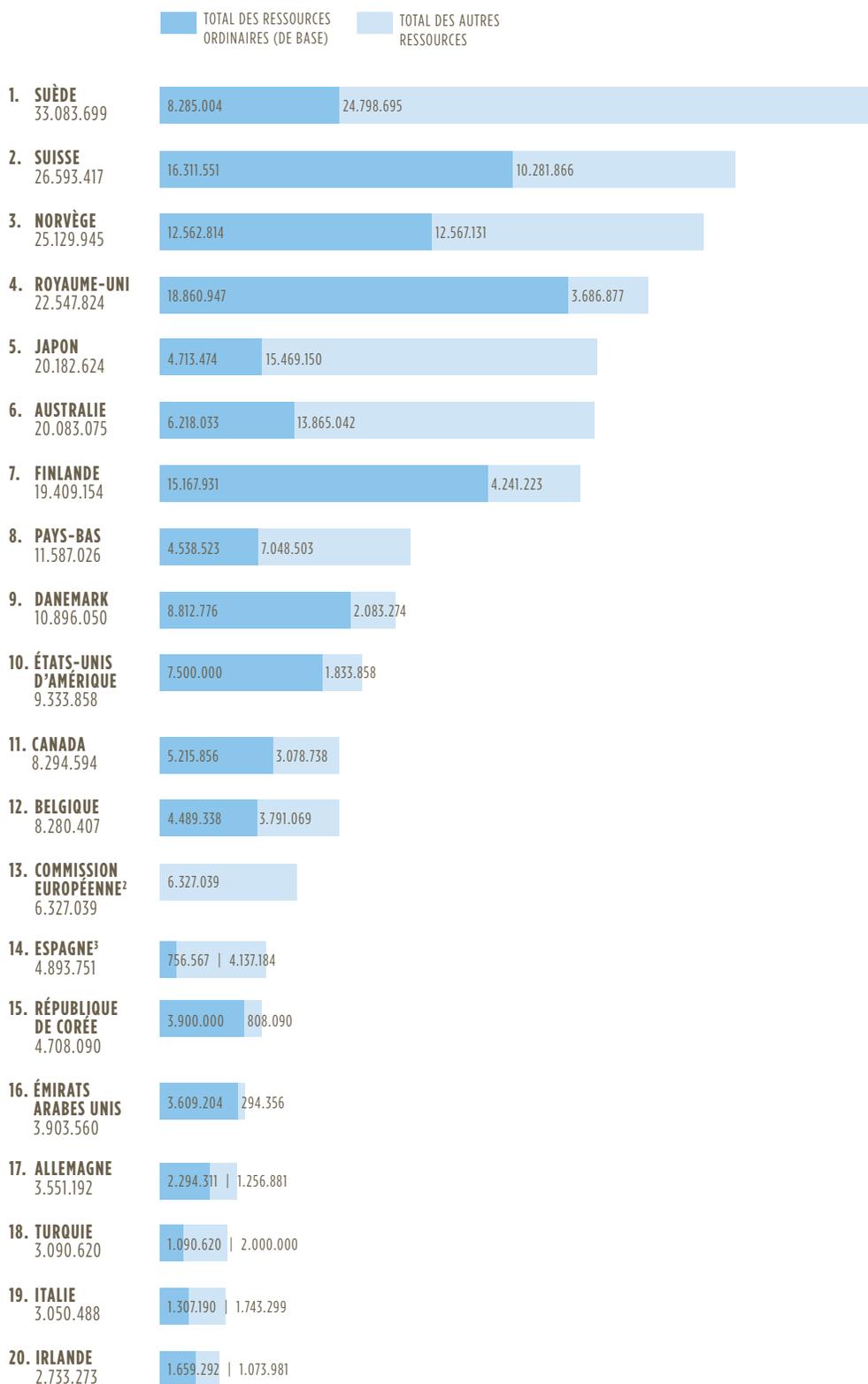
Contributions (de base et autres) des gouvernements 2010-2015

(exprimées en USD)



Les 20 principaux gouvernements donateurs

pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, en USD¹



1. Les chiffres pour les autres ressources incluent le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes et le Fonds pour l'égalité des sexes.

2. La Commission européenne est une organisation gouvernementale membre.

3. Le chiffre de la colonne « Autres ressources » pour l'Espagne reflète les contributions combinées de 2014 et 2015.

Contributions volontaires à ONU Femmes

des gouvernements et autres donateurs (exprimées en USD)¹

CONTRIBUTEURS	Ressources Ordinaire (de base)	Autres Ressources	TOTAL 2015
Gouvernements et organisations membres			
Afghanistan	500	-	500
Afrique du Sud	37.000	-	37.000
Allemagne	2.294.311	1.256.881	3.551.192
Andorre	44.802	-	44.802
Angola	10.000	-	10.000
Antigua-et-Barbuda	500	-	500
Argentine	20.000	-	20.000
Arménie	2.500	-	2.500
Australie	6.218.033	13.865.042	20.083.075
Autriche	270.856	634.236	905.092
Azerbaïdjan	5.000	-	5.000
Bahamas	5.000	-	5.000
Bahreïn	20.000	-	20.000
Bangladesh	21.000	-	21.000
Barbade	121.640	-	121.640
Belgique	4.489.338	3.791.069	8.280.407
Belize	1.000	-	1.000
Bénin	500	-	500
Bhoutan	500	-	500
Bosnie-Herzégovine	2.000	-	2.000
Botswana	10.000	-	10.000
Bésil	-	702.799	702.799
Brunei Darussalam	50.000	-	50.000
Bulgarie	15.000	-	15.000
Burkina Faso	7.980	-	7.980
Cambodge	5.000	-	5.000
Canada	5.215.856	3.078.738	8.294.594
Chili	150.000	-	150.000
Chine	60.000	380.301	440.301
Chypre	500	-	500
Colombie	1.000	-	1.000
Commission européenne (CE/UE) ²	-	6.327.039	6.327.039
Comores	250	-	250
Congo	11.106	-	11.106
Costa Rica	10.000	-	10.000
Croatie	5.000	-	5.000
Cuba	2.000	-	2.000
Danemark	8.812.776	2.083.274	10.896.050
El Salvador	500	-	500
Émirats arabes unis	3.609.204	294.356	3.903.560
Équateur	10.000	-	10.000
Érythrée	200	-	200
Espagne ³	756.567	4.137.184	4.893.751
Estonie	100.125	-	100.125
États-Unis d'Amérique	7.500.000	1.833.858	9.333.858
Éthiopie	5.000	-	5.000
Fidji	8.065	-	8.065
Finlande	15.167.931	4.241.223	19.409.154
France	462.477	664.477	1.126.953
Géorgie	10.000	-	10.000
Ghana	2.500	-	2.500
Grenade	1.000	-	1.000
Guatemala	2.000	-	2.000
Guinée	500	-	500
Guinée-Bissau	150	-	150
Guinée équatoriale	19.997	-	19.997
Guyane	1.471	-	1.471
Honduras	150	-	150
Hongrie	5.000	50.000	55.000
Île Maurice	500	-	500
Îles Marshall	333	-	333
Îles Salomon	800	-	800
Inde	-	10.000	10.000
Indonésie	147.000	-	147.000
Irlande	1.659.292	1.073.981	2.733.273
Islande	739.824	299.620	1.039.443
Israël	250.000	30.000	280.000
Italie	1.307.190	1.743.299	3.050.488
Jamaïque	4.603	-	4.603
Japon	4.713.474	15.469.150	20.182.624
Kazakhstan	91.600	-	91.600
Kiribati	2.000	-	2.000
Koweït	50.000	-	50.000
Lesotho	500	-	500
Lettonie	10.000	-	10.000

CONTRIBUTEURS	Ressources Ordinaire (de base)	Autres Ressources	TOTAL 2015
Liban	2.500	-	2.500
Libéria	3.000	-	3.000
Libye	2.000	-	2.000
Liechtenstein	69.700	9.957	79.657
Lituanie	10.582	-	10.582
Luxembourg	1.294.118	1.214.667	2.508.784
Madagascar	300	-	300
Malaisie	50.000	-	50.000
Malawi	1.000	-	1.000
Malte	249	-	249
Maroc	20.000	672.040	692.040
Mauritanie	150	-	150
Mexique	89.718	244.483	334.201
Micronésie (États fédérés de)	100	-	100
Moldavie	12.308	-	12.308
Monaco	16.251	-	16.251
Mongolie	7.000	-	7.000
Monténégro	5.000	-	5.000
Mozambique	5.280	-	5.280
Myanmar	5.000	-	5.000
Namibie	5.000	-	5.000
Nicaragua	5.000	-	5.000
Niger	500	-	500
Nigéria	90.000	-	90.000
Norvège	12.562.814	12.567.131	25.129.945
Nouvelle-Zélande	1.872.250	347.800	2.220.050
Oman	10.000	-	10.000
Ouzbékistan	8.619	-	8.619
Pakistan	10.000	-	10.000
Palaos	100	-	100
Palestine (État de)	500	-	500
Panama	15.000	-	15.000
Pays-Bas	4.538.523	7.048.503	11.587.026
Pérou	1.667	-	1.667
Philippines	10.000	-	10.000
Pologne	10.565	29.417	39.981
Qatar	-	100.000	100.000
République centrafricaine	250	-	250
République de Corée	3.900.000	808.090	4.708.090
République démocratique populaire lao	1.000	-	1.000
République dominicaine	46.138	-	46.138
République islamique d'Iran	5.000	-	5.000
République populaire démocratique de Corée	250	-	250
République tchèque	16.199	-	16.199
République-Unie de Tanzanie	5.000	-	5.000
Royaume-Uni	18.860.947	3.686.877	22.547.824
Rwanda	10.000	-	10.000
Sainte-Lucie	100	-	100
Saint-Kitts-et-Nevis	1.000	-	1.000
Saint-Marin	100	-	100
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	1.000	-	1.000
Samoa	2.000	-	2.000
Sénégal	485.000	-	485.000
Serbie	6.000	-	6.000
Seychelles	1.000	-	1.000
Sierra Leone	100	-	100
Singapour	50.000	10.000	60.000
Somalie	150	-	150
Soudan du Sud	10.000	-	10.000
Sri Lanka	5.000	-	5.000
Suède	8.285.004	24.798.695	33.083.699
Suisse	16.311.551	10.281.866	26.593.417
Suriname	1.750	-	1.750
Swaziland	200	-	200
Tchad	500	-	500
Thaïlande	13.000	-	13.000
Trinité-et-Tobago	5.000	-	5.000
Turquie	1.090.620	2.000.000	3.090.620
Tuvalu	50	-	50
Ukraine	100	-	100
Uruguay	6.000	-	6.000
Vanuatu	200	-	200
Venezuela (République bolivarienne du)	5.000	-	5.000
Viet Nam	11.063	-	11.063
Zambie	500	-	500
Contributions totales des Gouvernements	134.432.466	125.786.052	260.218.518

CONTRIBUTEURS	Ressources Ordinaire (de base)	Autres Ressources	TOTAL 2015
Comités Nationaux			
Allemagne	21.302	5.197	26.499
Australie	-	531.430	531.430
Autriche	-	7.692	7.692
États-Unis	57.250	50.403	107.653
Finlande	128.502	52.777	181.279
France	111.171	-	111.171
Islande	121.930	324.198	446.127
Italie	-	1.590	1.590
Japon	-	49.514	49.514
Nouvelle-Zélande	-	14.975	14.975
Royaume-Uni	-	90.403	90.403
Singapour	-	69.966	69.966
Suède	10.564	103.232	113.796
Contributions totales des Comités Nationaux	450.718	1.301.377	1.752.095

Fondations et donateurs privés

Association du barreau américain	-	4.655	4.655
Banque asiatique de développement	-	39.333	39.333
Club de football de Valence	299.962	-	299.962
Coca-Cola	10.000	300.000	310.000
Comité international olympique	-	442.586	442.586
Commission électorale centrale - Palestine	-	60.932	60.932
Cour caribéenne de justice	-	80.000	80.000
Fondation Angelica Fuentes	-	410.000	410.000
Fondation Bill et Melinda Gates	-	1.000.026	1.000.026
Fonds de soutien à la paix	-	214.445	214.445
Halo Financial Ltd	-	19.651	19.651
Initiative d'intervention rapide au service de la justice	-	125.474	125.474
Institut de développement des femmes coréennes	-	60.000	60.000
Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale	-	79.970	79.970
Institut national démocratique	-	20.000	20.000
Institut néerlandais pour la démocratie pluraliste (NIMD)	-	17.465	17.465
La Fondation William et Flora Hewlett	-	200.000	200.000
Mastercard	500.000	-	500.000
Microsoft Corporation	-	20.000	20.000
Nicole Kidman	10.000	-	10.000
Oxfam	-	11.807	11.807
Programme arabe du Golfe pour les organismes de développement des Nations Unies (AGFUND)	-	50.000	50.000
Proya Cosmetics Co Ltd	-	91.500	91.500
Servicio Nacional de la Mujer	-	42.135	42.135
Soko International	-	24.362	24.362
Sony Music Mexico	-	10.000	10.000
Tribunal électorale du Mexique	-	130.290	130.290
Uber Technologies Inc	-	100.000	100.000
Unilever	-	39.347	39.347
Union Interparlementaire	-	99.982	99.982
Women's Self Worth Foundation	-	50.000	50.000
Zonta International	-	317.120	317.120
Divers donateurs	350.501	341.948	692.449
Contributions totales des fondations et donateurs privés	1.170.463	4.403.028	5.573.491

Système des Nations Unies

FIDA	-	1.067.576	1.067.576
MDTFO (Fonds fiduciaire multi-donateurs)	-	25.725.857	25.725.857
ONUSIDA	-	3.826.828	3.826.828
PNUD	-	3.489.230	3.489.230
FNUAP	-	2.490.666	2.490.666
AUTRES ORGANISMES DES NATIONS UNIES ^a	-	2.835.185	2.835.185
Contributions totales des organismes des Nations Unies	-	39.435.342	39.435.342

TOTAL DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES 2015	136.053.647	170.925.799	306.979.446
---	--------------------	--------------------	--------------------

Contributions volontaires au Fonds pour l'égalité des sexes

des gouvernements et autres donateurs (exprimées en USD)

CONTRIBUTEURS	
Gouvernements	
Allemagne	264.550
Israël	10.000
Suisse	3.995.581
Contributions totales des Gouvernements	4.270.131

Comités Nationaux

Contributions totales des Comités Nationaux	138.866
--	----------------

Fondations et donateurs privés

Fondation Angelica Fuentes	400.000
Halo Financial Ltd	19.651
Divers donateurs	681
Contributions totales des fondations et donateurs privés	420.332

TOTAL DES CONTRIBUTIONS 2015 AU FONDS POUR L'ÉGALITÉ DES SEXES ET AU FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE DES NATIONS UNIES	4.829.329
--	------------------

Fonds d'affectation spéciale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes

des gouvernements et autres donateurs (exprimées en USD)

CONTRIBUTEURS	
Gouvernements	
Allemagne	219.780
Australie	307.655
Autriche	23.965
Irlande	287.293
Islande	89.473
Israël	20.000
Liechtenstein	9.957
Pays-Bas	2.631.579
Royaume-Uni	3.414.510
Suisse	1.652.517
Contributions totales des Gouvernements	8.656.729

Comités Nationaux

Contributions totales des Comités Nationaux	311,748
--	----------------

Fondations et donateurs privés

Soko International	24.362
Divers donateurs	82.513
Contributions totales des fondations et donateurs privés	106.875

TOTAL DES CONTRIBUTIONS 2015 AU FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE DES NATIONS UNIES POUR L'ÉLIMINATION DE LA VIOLENCE À L'ÉGARD DES FEMMES	9.115.151
--	------------------

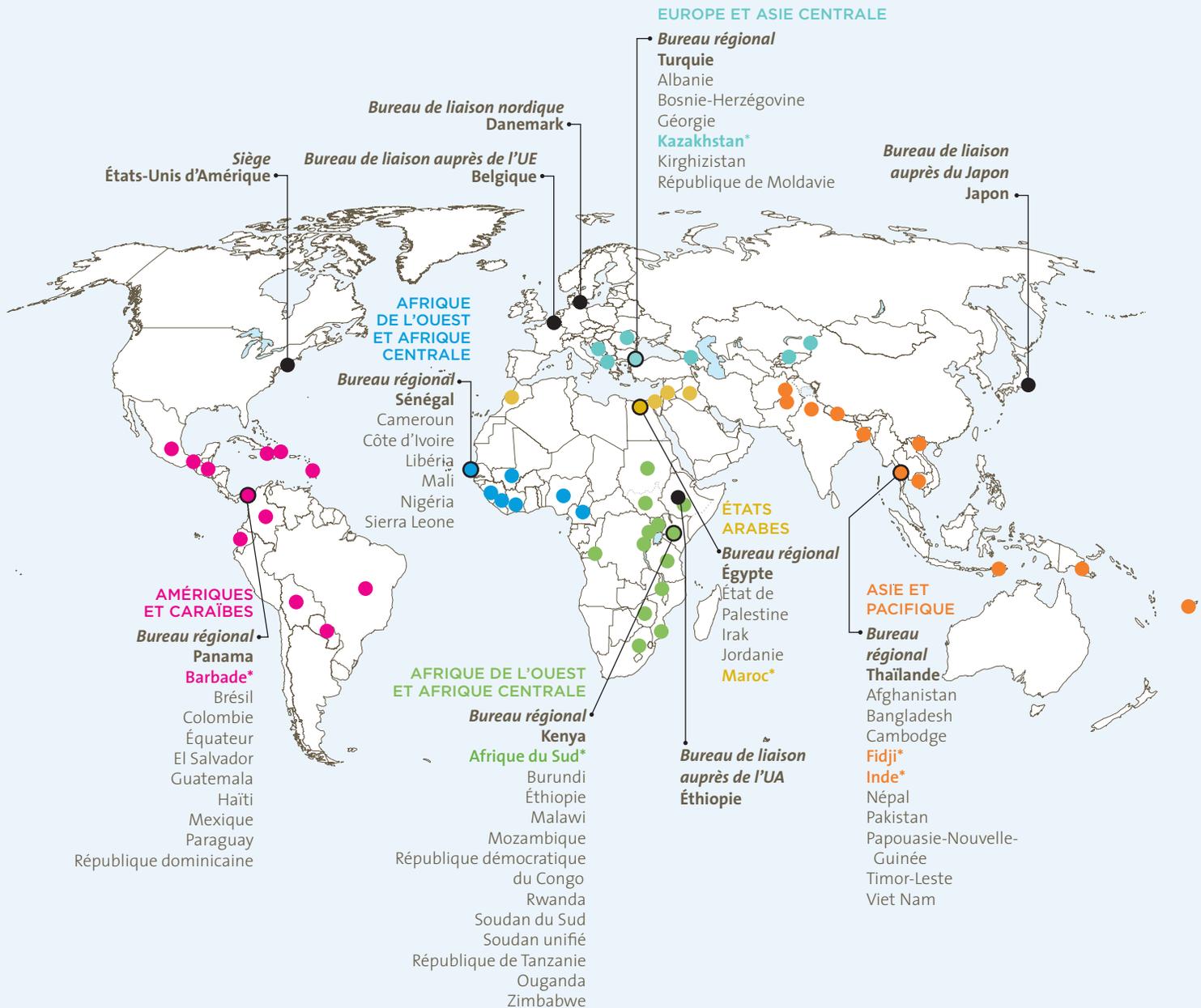
NOTES :

- Les chiffres pour les autres ressources incluent le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes et le Fonds pour l'égalité des sexes.
- La Commission européenne est une organisation gouvernementale membre.
- Le chiffre de la colonne « Autres ressources » pour l'Espagne reflète les contributions combinées de 2014 et 2015.
- Parmi les autres organismes du système des Nations Unies figurent : la FAO, l'OIT, l'OIM, l'OPS, le FENU, le FNUD, le FNUP, le HCR, UNICEF, l'UNMEER, l'UNOCHA, l'UNOPS, le PAM, l'OMS et l'OMPI.

ONU FEMMES DANS LE MONDE

Bureaux régionaux, multipays, de pays et de liaison

*Bureau multipays



Les frontières et les noms indiqués ainsi que les dénominations utilisées sur cette carte n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation officielle de la part des Nations Unies. La ligne en pointillé représente approximativement la ligne de démarcation au Jammu-et-Cachemire convenue par l'Inde et le Pakistan. La situation définitive du Jammu et du Cachemire ne fait pas encore l'objet d'un accord entre les parties. La frontière définitive entre la République du Soudan et la République du Soudan du Sud n'a pas encore été fixée.

NOUS CONTACTER

Siège

220 East 42nd Street
New York, NY 10017,
États-Unis D'Amérique
Tél : +1 646-781-4606
Site Web : onufemmes.org

Dans le monde

unwomen.org/fr/where-we-are

Comités Nationaux

[unwomen.org/fr/partnerships/
national-committees](http://unwomen.org/fr/partnerships/national-committees)

© ONU Femmes 2016.

Tous droits réservés

Consultez le rapport en ligne à l'adresse :

[http://annualreport.unwomen.org/
fr/2015](http://annualreport.unwomen.org/fr/2015)

Publié par la section Communications et
plaidoyer d'ONU Femmes

Rédactrice : *Nanette Braun*

Texte : *Gretchen Luchsinger*

Coordination de la production :

Carlotta Aiello

Recherche de documents photographiques :

Ryan Brown

Conception : *Melanie Doherty Design*

Traduction : *Prime Production*

Relecture : *Delphine Huddleston*

Impression : *Lowe-Martin Group*

COUVERTURE : *Des femmes à un réservoir d'eau à proximité de la ville de Jaipur dans l'État du Rajasthan en Inde. Photo : Tuul et Bruno Morandi*
PHOTO : p.2 : *ONU Femmes/Karin Schermbrucker* ; p.4 : *ONU Femmes/Ryan Brown* ; p.6 : *ONU Femmes/Murray Lloyd* ; p.8 : *Programme des Nations Unies « Les femmes en politique »/Ramin Mazur* ; p.10 : *ONU Femmes/Suzette Mitchell* ; p.12 : *ONU Femmes Maroc* ; p.16 : *AECID/Miguel Lizana* ; p.17 : *Andrew Testa/Panos* ; p.18 : *ONU Femmes* ; p.20 : *ONU Femmes/Bruno Gumyubumwe* ; p.21 : *Plate-forme pour les dirigeantes maliennes/Mama Koite* ; p.24 : *ONU Femmes/Christopher Herwig* ; p.28 : *avec l'aimable autorisation d'Agro Azuay* ; p.29 : *Adek Berry/AFP/Getty Images* ; p.32 : *Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes/Gemma Wood* ; p.34 : *Sulá Batsú/Natalia Vargas* ; p.36 (de haut en bas, de gauche à droite) : *BRC des Nations Unies aux Maldives/Lara L. Hill* ; *ONU Femmes/Stéphanie Raison* ; *PNUD/Tiago Zenero* ; p.37 (de haut en bas) : *Saatchi & Saatchi Thaïlande* ; *ONU Femmes/Christopher Herwig* ; *ONU Femmes Sénégal* ; p.40 : *ONU Femmes/RyanBrown* ; p.42 (de haut en bas, de gauche à droite) : *ONU Femmes/Celeste Sloman* ; *ONU Femmes/Ryan Brown* ; *Comité national d'ONU Femmes en Australie.*



220 East 42nd Street
New York, New York 10017, États-Unis
Tél : 646-781-4400
Fax : 646-781-4444

www.onufemmes.org
www.facebook.com/onufemmes
www.twitter.com/onufemmes
www.youtube.com/unwomen
www.flickr.com/unwomen
www.instagram.com/unwomen

